

**4 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail
en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur, modifiée par la loi du 22 juillet 1974;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

Vu le Règlement général pour la protection du travail approuvé par les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947, notamment, le titre III relatif aux dispositions particulières applicables dans certaines industries et plus particulièrement la section IX du chapitre II relative aux entreprises commerciales;

Vu le plan d'environnement pour un développement durable approuvé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 1995;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Un article 681bis rédigé comme suit est inséré dans la section IX A Entreprises commerciales », du chapitre II du titre III du Règlement général pour la protection du travail sous l'intitulé : IV Implantation et exploitation des stations-service :

CHAPITRE Ier. — Champ d'application

Article 681bis/1. Sans préjuger d'autres dispositions légales et réglementaires applicables, les prescriptions suivantes s'appliquent à toute station-service délivrant des hydrocarbures liquides soumis aux droits d'accises.

Art. 681bis/2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1° station-service : ensemble des installations et des activités destinées à stocker et à transférer les hydrocarbures liquides à la pression atmosphérique de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules routiers à moteur et, le cas échéant, dans des réservoirs mobiles;

2° exploitant : toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui exploite une station service, ou pour le compte de laquelle une station-service est exploitée;

3° point de distribution : installation destinée au ravitaillement de véhicules routiers délivrant un carburant et constituée d'un flexible et d'un pistolet;

4° distributeur de carburant : l'installation comprenant les flexibles, les pistolets, les compteurs, les pompes et un ou plusieurs points de distribution;

5° îlot : ouvrage permettant de surélever les points de distribution par rapport au niveau de l'aire de roulage des véhicules;

6° aire de ravitaillement : elle comprend au minimum la portion de l'aire de roulage limitée au périmètre déterminé par une distance par rapport au point de distribution, équivalente à la longueur du flexible auquel est fixé le pistolet du distributeur augmentée d'un mètre; cette distance ne peut être inférieure à 3 mètres;

7° réservoir aérien : réservoir situé partiellement ou entièrement au-dessus du sol;

8° encuvement : ouvrage aérien en forme de cuvette, étanche, construit suivant les règles de l'art dans un matériaux non combustible;

9° réservoir enfoui : réservoir qui se trouve totalement en dessous du sol;

10° système de détection de fuite : système permanent qui permet la détection de tout manque d'étanchéité du réservoir, de l'encuvement ou du cuvelage;

11° fonctionnaire technique : le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne ou son délégué;

12° fonctionnaire chargé de la surveillance : le fonctionnaire ou l'agent de l'administration désigné par le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, pour rechercher et constater les infractions en matière de protection de l'environnement suivant l'arrêté du 23 décembre 1992;

13° conditions particulières : ensemble des prescriptions supplémentaires aux présentes dispositions et imposées par l'arrêté particulier autorisant l'exploitation de la station-service;

14° stations-service existantes : les stations-service dûment autorisées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou qui ont introduit une demande d'autorisation avant l'entrée en vigueur du présent arrêté;

15° nouvelles stations-service : les stations-service autres qu'existantes;

16° valeurs de référence : concentrations en contaminants reprises à l'annexe 1, à atteindre à long terme et sous lesquelles aucun risque n'est encouru pour la santé humaine ou pour l'environnement;

17° valeurs seuils : concentrations en contaminants reprises à l'annexe 1, en dessous desquelles le risque pour la santé humaine ou l'environnement est négligeable;

18° valeurs d'intervention : concentrations en contaminants reprises à l'annexe 1, au-delà desquelles le risque pour la santé humaine et pour l'environnement n'est plus tolérable et pour lesquelles un assainissement s'impose .

CHAPITRE II. — Construction

Construction des réservoirs

Art. 681bis/3. La construction des réservoirs répond aux normes belges suivantes (ou à leur dernière révision) :

- NBN 1-03-001 pour les réservoirs métalliques à simple paroi;
- NBN 1-03-004 pour les réservoirs métalliques à double paroi;
- NBN T 41-013 pour les réservoirs enfouis en plastique thermodurcissable,

ou à des normes étrangères de niveau de sécurité équivalent ou à un code de bonne pratique reconnu par l'administration;

Les matières plastiques utilisées pour les réservoirs sont résistantes au vieillissement dû aux agents atmosphériques ainsi qu'aux bactéries.

Des mesures sont prises pour protéger les réservoirs plastiques du rayonnement solaire.

Les matières plastiques utilisées pour les réservoirs enfouis doivent être thermodurcissable renforcée, inaltérables par les liquides contenus.

Pour chaque réservoir, l'exploitant dispose :

- d'une déclaration de conformité avec la norme, signé par le constructeur;
- d'un certificat établi par le constructeur du réservoir.

L'exploitant ne peut accepter que des réservoirs pourvus de l'estampille appliquée par le constructeur

Art. 681bis/4. Chaque réservoir est pourvu, entre autres:

- a) d'une plaque indiquant le numéro de référence du réservoir placée de manière visible près du trou d'homme;
- b) d'un tuyau d'évent qui empêche toute surpression ou dépression dangereuse à l'intérieur de celui-ci;
- c) d'un dispositif destiné à couper automatiquement l'alimentation en hydrocarbure lorsque le réservoir est rempli à 98 % - au plus - de sa capacité nominale.

Implantation des réservoirs

Section 1^{ère}. — Dispositions générales

Art. 681bis/5. § 1^{er}. Les dispositions sont prises pour assurer une double étanchéité entre les hydrocarbures et le sol :

- les réservoirs aériens sont placés dans un encuvement,
- les réservoirs enfouis peuvent être soit :
à double parois, enfouis directement dans le sol;
placés dans un cuvelage étanche souple ou rigide;

Les cuvelages peuvent être remblayés ou non.

§ 2. Un système de détection de fuite régulièrement contrôlé et entretenu actionne une alarme optique et acoustique à l'attention du préposé à la surveillance de la station-service.

Art. 681bis/6. Les cuvelages souples sont réalisés au moyen d'une membrane souple, étanche dans les deux sens, présentant une résistance mécanique suffisante et dont les lés sont assemblés suivant les règles de l'art.

Art. 681bis/7. Les réservoirs enfouis situés en dessous ou sous la projection verticale d'un bâtiment sont interdits. Une situation sous auvent n'est pas considérée comme telle.

Art. 681bis/8. Le stockage de liquides dont le point d'éclair est inférieur ou égal à 55 °C est interdit dans les bâtiments, sauf si les conditions particulières applicables l'autorisent formellement.

Art. 681bis/9. Les parois des réservoirs enfouis directement dans le sol ou les parois extérieures des cuvelages sont situées à une distance horizontale minimale de :

- 2 mètres par rapport à des caves,
- 0,75 mètre par rapport à un mur de bâtiment,
- 3 mètres par rapport à la limite de propriété et par rapport à la limite externe des bandes de circulation automobiles des voiries

La distance minimale entre deux réservoirs enfouis est au minimum de 0,5 m.

Art. 681bis/10. La distance minimale qui sépare les réservoirs aériens de la limite de propriété, d'un immeuble, de la voie publique et de zones fréquentées par le public, est définie dans les conditions particulières.

Art. 681bis/11. Tout écoulement en dehors de l'encuvement ou du cuvelage est interdit.

L'encuvement ou le cuvelage a une capacité totale, au moins égale à la plus grande des valeurs correspondant à :

- la moitié de la capacité totale des réservoirs qu'il contient;
- la capacité du plus grand des réservoirs augmentée de 25 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans l'encuvement ou le cuvelage.

Le volume des réservoirs à double paroi qui sont placés dans un encuvement ou un cuvelage ne doit pas être pris en compte pour la détermination de la capacité de rétention de ce dernier.

Art. 681bis/12. La distance entre la projection verticale des parois externes d'un réservoir aérien et le bord de l'encuvement qui le contient est au moins égale à la moitié de la hauteur du réservoir, sans jamais être inférieure à un mètre.

Art. 681bis/13. L'exploitant maintient l'encuvement des réservoirs aériens en bon état.

Art. 681bis/14. Les mesures nécessaires sont prises pour empêcher le remplissage de l'encuvement par des eaux de pluie ou pour les évacuer régulièrement.

Installation des réservoirs et raccordements

Section 1^{ère}. — Dispositions générales

Art. 681bis/15. Le transport, la mise en place et le raccordement des réservoirs répondent aux normes belges suivantes ou à leur dernière révision :

- NBN 103-002 ou NBN T 41-014 pour les liquides dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C respectivement pour les réservoirs métalliques et ceux en plastique thermodurcissable renforcé;
 - BN 103-003 ou NBN T 41-015 pour les liquides dont le point d'éclair est inférieur ou égal à 55 °C, respectivement pour les réservoirs métalliques ou ceux en plastique thermodurcissable renforcé,
- à des normes étrangères ou à un code de bonne pratique, d'un niveau de sécurité équivalent reconnu par l'administration :

Art. 681bis/16. Les équipements de la station-service doivent être construits et installés suivant des normes belges ou étrangères d'un niveau de sécurité équivalent ou à défaut, suivant un code de bonne pratique d'un niveau de sécurité reconnu par l'administration.

Art. 681bis/17. Les dispositions sont prises afin d'assurer la stabilité et l'étanchéité des réservoirs en toute circonstance météorologique, en cas de forte crue et d'accident géologique prévisible.

Art. 681bis/18. Les réservoirs d'hydrocarbures dont point d'éclair est inférieur ou égal à 55 °C doivent être enfouis, à l'exception des réservoirs à essence pour moteurs à deux temps de capacité inférieure à 300 litres.

RESERVOIRS ENFOUIS

Art. 681bis/19. Les réservoirs d'hydrocarbures sont enfouis selon les règles de l'art, notamment, de manière à assurer une parfaite étanchéité entre les réservoirs et leurs dispositifs annexes.

Art. 681bis/20. Le cuvelage ne peut être affecté à un autre usage que le dépôt de réservoirs. En particulier, il ne pourra être traversé par des conduites de gaz. Les canalisations électriques ne sont autorisées que dans la mesure où elles sont indispensables à l'exploitation.

Art. 681bis/21. Les matériaux de remblai et de remplissage qui sont en contact avec le réservoir sont de nature et de dimension telles qu'ils ne puissent en endommager ou corroder les parois. Sont notamment interdits : les gravats, cendrées, etc...

RESERVOIRS AERIENS

Art. 681bis/22. La stabilité et la fixation au sol, des réservoirs aériens, à l'exception des réservoirs d'essence pour moteur deux temps prévus à l'article 681bis/18, doivent être assurées en toutes circonstances. Ils reposent sur une assise telle que des tensions ou des tassements différentiels ne puissent en provoquer le renversement ou la rupture.

Art. 681bis/23. Les mesures nécessaires sont prises pour éviter tout choc accidentel d'un véhicule avec les réservoirs aériens.

Art. 681bis/24. Les réservoirs aériens ne peuvent se trouver sous des lignes électriques aériennes que si des dispositions sont prises pour éviter tout contact accidentel du câble avec le réservoir.

Art. 681bis/25. Si le public est susceptible de s'en approcher, tout réservoir à l'air libre, à l'exception des réservoirs d'essence pour moteurs à deux temps prévus par l'article 681bis/18, est entouré d'une clôture d'une hauteur de 2 mètres au moins.

Les dispositions sont prises pour permettre aux véhicules de sécurité d'accéder aisément à l'ensemble des installations.

Art. 681bis/26. Sur la clôture, sont affichés les symboles définis par le Règlement général pour la protection du travail mentionnant la présence de liquides inflammables, la défense de fumer et/ou de faire du feu et la défense d'y pénétrer sans raisons de service.

Art. 681bis/27. Tout local destiné au stockage de liquides dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C répond aux prescriptions techniques de construction en matière de précaution contre les incendies (article 52 du R.G.P.T.).

Art. 681bis/28. Les locaux où sont entreposés les liquides de point d'éclair supérieur à 55 °C sont ventilés de manière efficace. A cet effet, des prises d'air sont établies à leurs parties inférieures et supérieures. Les ouvertures sont protégées par un double treillis métallique, solide, à mailles étroites, disposé de manière à empêcher toute introduction dans le dépôt, d'objets provenant de l'extérieur. Si elles se trouvent dans des parois ne donnant pas sur la voie publique elles peuvent être réalisées en briques creuses et n'être pas protégées.

TUYAUTERIES

Art. 681bis/29. Toute tuyauterie non accessible doit être placée :

- soit dans une rigole remplie d'un matériau drainant inerte. Cette rigole sera en pente continue vers un dispositif éponge de recueil des hydrocarbures. Le fond et les parois latérales de la rigole doivent être imperméables;

- soit dans une enceinte de confinement imperméable, lorsque la tuyauterie est sous pression, cette enceinte sera munie d'un système de détection des fuites d'hydrocarbures couplé avec une alarme sonore et visuelle à l'attention du préposé de la station.

Toute tuyauterie métallique enterrée est correctement protégée contre la corrosion par au minimum une couche de peinture antirouille et un enrobage de bande isolante spéciale étanche et autocollante ou par tout autre système présentant un niveau de protection équivalent contre la corrosion.

Toute autre technique est acceptée pour autant qu'elle présente un niveau de sécurité équivalent reconnu par l'administration.

Art. 681bis/30. Les dispositions nécessaires sont prises pour que les tuyauteries soient protégées contre les déformations dues au passage des véhicules.

Art. 681bis/31. D'une façon générale, tous les réservoirs et leurs instruments de contrôle doivent être marqués quant à leur destination précise.

En particulier, à proximité de l'orifice de remplissage, se trouve une plaque d'identification où sont clairement indiqués :

- le numéro de référence du réservoir qu'alimente la tuyauterie;
- le produit que contient le réservoir;
- le volume du réservoir; les symboles de danger prescrits par le R.G.P.T.

En outre, les mesures sont prises pour empêcher l'accès du public aux orifices de remplissage.

Art. 681bis/32. Les orifices de remplissage doivent se trouver à l'air libre, dans un endroit bien ventilé et à au moins 3 mètres de toute cave et de la limite de propriété. Les orifices de remplissage placés dans une enceinte de protection ou dans une cuvette de rétention sont réputés à l'air libre.

Art. 681bis/33. Sans préjudice d'autres dispositions légales, chaque réservoir est raccordé à une tuyauterie d'évent qui débouche à l'air libre à au moins 3 mètres au-dessus du sol, en un endroit visible par le préposé au remplissage et est placé à 3 mètres au moins de toute ouverture de bâtiment ainsi que des limites du terrain de l'exploitation. La tuyauterie d'évent ne peut déboucher dans une cour intérieure fermée

L'orifice du tuyau d'évent ne peut être placé en dessous d'éléments de construction comme par exemple une saillie de toiture. L'orifice du tuyau d'évent est muni d'un treillis coupe-flamme.

DISTRIBUTEUR DE CARBURANT

Art. 681bis/34. Les distributeurs de carburant sont placés sur des îlots conçus de manière à minimiser les risques de contact avec des véhicules conduits normalement.

Les îlots sont placés à une distance minimale de 3 mètres des limites de propriété.

Art. 681bis/35. Les distributeurs de carburant sont d'un type agréé par les pouvoirs publics.

Art. 681bis/36. Le pistolet de distribution doit être muni d'un dispositif automatique commandant l'arrêt total du débit lorsque le récepteur est plein.

AIRES DE RAVITAILLEMENT ET AIRES DE REMPLISSAGE DES RESERVOIRS FIXES

Art. 681bis/37. Les opérations de ravitaillement des véhicules sont effectuées sur l'aire de ravitaillement étanche et aménagée de manière à recueillir les égouttures et les épanchements accidentels et reliée à un séparateur d'hydrocarbures.

Art. 681bis/38. Une aire étanche de minimum 4 mètres sur 2 est aménagée autour des orifices de remplissage des réservoirs fixes, de manière à recueillir les égouttures et les épanchements accidentels d'hydrocarbures. Cette aire est reliée à un séparateur d'hydrocarbures.

Lors du remplissage des réservoirs fixes, le camion-citerne doit se placer à l'intérieur des limites de propriété et le collecteur de connexion du camion-citerne doit se positionner au-dessus de l'aire étanche.

Si les orifices des tuyauteries de remplissage sont enfouis, ceux-ci doivent être placés dans une cuvette de rétention étanche. Les hydrocarbures qui s'y seraient accumulés doivent être régulièrement évacués.

Art. 681bis/39. Sur les aires étanches, les bouches d'égout ou toutes autres ouvertures vers un autre espace que le séparateur d'hydrocarbures sont interdites sauf pour répondre à des nécessités d'exploitation et moyennant le placement d'un dispositif assurant l'étanchéité aux liquides et aux gaz.

INSTALLATION ELECTRIQUE

Art. 681bis/40. Sans préjudice des dispositions réglementaires, les zones dangereuses en raison d'un risque d'explosion dû à une atmosphère gazeuse explosive font l'objet d'un plan de zonage et les installations situées dans les zones dangereuses doivent répondre aux prescriptions techniques imposées dans ces zones par le règlement général pour les installations électriques

Pour les installations auxquelles le Règlement général pour les installations électriques n'est pas encore d'application, la classification des zones se fait conformément aux dispositions de l'article 105 du règlement précité.

Art. 681bis/41. Au moins un interrupteur général mettant hors tension tous les distributeurs de carburant doit se trouver en un endroit facilement accessible par le préposé.

Un tel autre interrupteur, de type « coup de poing », doit être placé à l'extérieur, bien signalé et facilement accessible aux tiers.

Art. 681bis/42. Les câbles électriques entrant dans le local d'exploitation doivent passer par une chambre coupe-gaz empêchant les gaz d'hydrocarbures d'entrer via les canalisations électriques à l'intérieur du bâtiment.

D'autres techniques visant à empêcher le passage des gaz sont acceptables si elles garantissent un niveau de sécurité suffisant.

PROTECTION CONTRE LA CORROSION

Art. 681bis/43. L'enveloppe extérieure et les éventuelles parties apparentes du réservoir intérieur, si celles-ci sont métalliques, sont protégées extérieurement contre la corrosion par un revêtement présentant au minimum une résistance d'électrique conforme à la norme NBN 103-001.

Une protection cathodique des parties métalliques des réservoirs et des tuyauteries en contact avec le sol ou le sous-sol environnant doit être installée lorsque au moins une des conditions suivantes est rencontrée :

- l'exploitation se situe dans une zone de prévention de prise d'eau potabilisable;
- la résistivité du sol ou du sous-sol est inférieure à 5 000 Ohm.cm; la mesure de la résistivité du sol et du sous-sol doit avoir lieu au point le plus bas de l'excavation et en dehors d'une période de sécheresse;
- le pH du sol ou du sous-sol, mesuré au point le plus bas de l'excavation, est inférieure à 5;
- des courants vagabonds sont détectés sur le site de la station-service.

Si une protection cathodique est installée, elle l'est pour tous les réservoirs.

Pour être dispensé de la protection cathodique, l'exploitant doit disposer d'un rapport récent d'un expert agréé dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol » et compétent en matière de corrosion électrochimique, attestant que les caractéristiques du sol et du sous-sol ne requièrent pas une protection cathodique.

CHAPITRE III. — *Mode de fonctionnement*

Art. 681bis/44. Le préposé de la station-service doit être une personne parfaitement au courant des mesures à prendre en cas d'incident.

Art. 681bis/45. Il est interdit d'effectuer le ravitaillement de véhicules sans avoir au préalable procédé à l'arrêt du moteur. Cette interdiction est visiblement affichée sur chaque distributeur de carburant.

Art. 681bis/46. Il est interdit d'utiliser une pompe pour le remplissage des réservoirs fixes sauf si le permis d'exploiter l'autorise formellement.

Art. 681bis/47. L'aménagement de la station est tel que l'arrêt des véhicules devant les distributeurs de carburant n'empêche pas la circulation publique ou le passage des piétons sur le trottoir.

En aucun cas, le ravitaillement des véhicules ne pourra s'effectuer sur la voie publique, trottoirs compris.

Art. 681bis/48. Lorsqu'une fuite est constatée au réservoir :

1. le réservoir concerné est immédiatement mis hors service et vidé;
2. l'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter tout danger d'explosion et de limiter la pollution de sol, du sous-sol et de la nappe aquifère éventuelle;
3. si le réservoir est réparé, il ne peut être remis en service qu'après avoir subi un test d'étanchéité conformément aux dispositions légales applicables ou à défaut, aux règles de l'art;
4. s'il n'est pas réparé, le réservoir est vidé et enlevé. S'il n'est pas possible de l'enlever le réservoir est nettoyé, rempli de sable, de mousse insoluble ou d'un autre matériau inerte équivalent, en accord avec le fonctionnaire chargé de la surveillance.

CHAPITRE IV. — *Prévention incendie*

Art. 681bis/49. L'interdiction de feu nu et l'interdiction de fumer doivent être signalées dans la station-service et en particulier sur chaque distributeur de carburant.

Art. 681bis/50. L'aire de ravitaillement doit être maintenue propre, débarrassée de tout chiffon ou déchet imprégné de liquides, de tous matériaux ou substances combustibles.

Art. 681bis/51. Les moyens de prévention et de lutte contre l'incendie doivent être déterminés selon les prescriptions réglementaires en vigueur.

Art. 681bis/52. Les distributeurs de carburant sont pourvues de dispositifs assurant leur arrêt en cas d'incendie.

Art. 681bis/53. Le matériel de lutte contre l'incendie doit être entretenu en bon état, protégé efficacement contre le gel, bien signalé, judicieusement réparti et aisément accessible.

Art. 681bis/54. L'exploitant veille au renouvellement des produits d'extinction d'incendie avant leur date de péremption.

Art. 681bis/55. Le personnel d'exploitation doit avoir connaissance du système d'alerte d'incendie ainsi que du maintien des appareils extincteurs.

CHAPITRE V. — *Protection du milieu*

Section 1^{ère}. — Eau

Art. 681bis/56. § 1^{er}. En cas d'écoulement accidentel, les liquides répandus ne peuvent, en aucun cas, être déversés dans les eaux souterraines, un égout public ou une eau de surface.

§ 2. En cas d'écoulement accidentel dans le sol ou le sous-sol, l'exploitant doit immédiatement en avvertir le Bourgmestre et le fonctionnaire technique chargé de la surveillance. Les modalités d'assainissement des lieux seront fixées en concertation avec eux.

§ 3. Lorsque les terres polluées ne peuvent pas être immédiatement évacuées, l'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'extension de la pollution.

Art. 681bis/57. L'eau ayant servi soit au nettoyage des réservoirs, soit à la réalisation d'épreuve ne peut être déversée dans les eaux souterraines. Elle ne peut être déversée dans un égout public ou une eau de surface qu'après séparation des hydrocarbures.

Art. 681bis/58. § 1^{er}. Toutes les eaux polluées par des hydrocarbures ou susceptibles de l'être, par exemple les eaux de ruissellement en provenance des aires de ravitaillement, des aires de remplissage des réservoirs, des caniveaux contenant des tuyauteries ne peuvent être déversées dans les eaux souterraines. Avant d'être évacuées vers un égout public ou une eau de surface elles doivent être traitées dans une installation d'épuration des eaux comprenant au minimum un séparateur d'hydrocarbures à fermeture automatique avec débourbeur et équipé d'un filtre coalesceur.

Le système de récolte des eaux polluées par des hydrocarbures ou susceptibles de l'être, est strictement séparé du système de récolte et de traitement des eaux usées domestiques non polluées par des hydrocarbures et non susceptibles de l'être.

Les eaux pluviales non polluées par des hydrocarbures et non susceptibles de l'être, sont évacuées séparément ou avec les eaux domestiques épurées non polluées par des hydrocarbures et non susceptibles de l'être.

Lorsque le réseau public de collecte des eaux est de type séparatif, les eaux pluviales non polluées par les hydrocarbures et non susceptibles de l'être sont évacuées vers le collecteur des eaux pluviales.

§ 2. L'installation d'épuration des eaux polluées par des hydrocarbures ou susceptibles de l'être est aisément accessible pour l'inspection, l'entretien, la réparation et la prise d'échantillon.

§ 3. Un modèle à évacuation automatique est autorisé. Dans ce cas, la cuve recueillant les hydrocarbures en provenance du séparateur répond aux conditions relatives aux réservoirs enfouis.

§ 4. L'installation d'épuration doit être dimensionnée conformément aux prescriptions de la norme DIN 1999 ou à toute autre norme ou code de bonne pratique de performance équivalente. La conformité de l'installation d'épuration est certifiée par un certificat du constructeur.

§ 5. Les performances de l'installation d'épuration des eaux sont telles que les eaux rejetées ont une teneur inférieure à :

5 mgr/l en hydrocarbures
100 µgr/l en BTEX.

§ 6. Les stations-service existantes dont les installations satisfont aux dispositions du présent arrêté, à l'exception des règles de distance et/ou de récupération des composés organiques volatils, sont dispensées d'équiper le séparateur d'hydrocarbures d'un filtre coalesceur. Dans ce cas et uniquement si le déversement a lieu dans un égout public, les performances de l'installation d'épuration sont telles que les eaux rejetées ont une teneur inférieure à :

50 mgr/l en hydrocarbures
100 µgr/l en BTEX.

§ 7. Les dépôts et liquides accumulés dans le séparateur d'hydrocarbures ainsi que dans l'éventuelle cuve lui adjointe, sont régulièrement récupérés et évacués selon la législation en vigueur.

Section 2. — Air

Art. 681bis/59. D'une façon générale, le ravitaillement en carburant doit se faire de manière à ne pas incommoder le voisinage par des mauvaises odeurs.

Art. 681bis/60. L'exploitant met son installation en conformité avec les prescriptions réglementaires en vigueur visant à limiter les émissions de composés organiques volatils lors du remplissage des réservoirs et du stockage de l'essence.

Les distributeurs d'hydrocarbure dont le point d'éclair est inférieur à 55EC sont équipés de dispositifs techniques de récupération des vapeurs émises vers l'atmosphère durant le remplissage des réservoirs des véhicules routiers ou de tout autre réservoir mobile. Ces dispositifs doivent être conçus de manière telle que la perte d'essence par évaporation lors du remplissage des réservoirs ne dépassent pas 0,04 gr/litre.

Section 3. — Environnement sonore

Art. 681bis/61. Des dispositions sont prises par l'exploitant pour tendre au respect des valeurs guides en vigueur en Région wallonne pendant les différentes périodes de référence.

Le contrôle du respect des valeurs guides est effectué conformément aux instructions techniques approuvées par le Gouvernement wallon ou à défaut par le fonctionnaire technique.

Art. 681bis/62. Une information invitant les clients de la station-service à limiter les bruits inutiles dans la station-service est affichée de manière clairement visible.

Section 4. — Sol et sous-sol

Etude indicative :

Art. 681bis/63. L'exploitant fait procéder à une étude indicative du sol et du sous-sol lors de la mise en conformité prévue à l'article 681bis/74, § 3, lors de la cessation de l'activité ou de la mise hors service définitive d'un réservoir, lors du retrait ou du renouvellement de l'autorisation d'exploiter, lors du changement d'exploitant ou, dans le cas où il existe des présomptions précises et concordantes de risque de pollution, à la demande motivée du fonctionnaire technique.

En cas de changement d'exploitant, le cédant et le cessionnaire procèdent à une notification conjointe à l'autorité compétente par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard dix jours avant la prise d'effet. La notification conjointe comprend l'étude indicative de la qualité du sol et du sous-sol préalablement approuvée par le fonctionnaire technique.

En cas de mise hors service définitive d'un réservoir ou de cessation d'activité d'une station-service, l'exploitant la notifie au fonctionnaire technique par lettre recommandée avec accusé de réception et procède à la vidange et à l'enlèvement du ou des réservoirs et tuyauteries concernés. S'il n'est pas possible de les enlever les réservoirs sont nettoyés, remplis de sable, de mousse insoluble ou d'un autre matériau inerte équivalent pour lequel le fonctionnaire technique a donné son accord préalable. De plus, l'exploitant fait procéder à une étude indicative de la qualité du sol et du sous-sol et en communique les résultats au fonctionnaire technique dans les trois mois de la mise hors service des réservoirs ou de la cessation d'activité.

Art. 681bis/64. Une étude indicative a pour objectif de vérifier la présence éventuelle d'une contamination du sol, du sous-sol et de l'eau souterraine d'un site et, le cas échéant, de fournir une première description et estimation de l'ampleur de cette pollution. Elle suppose un prélèvement limité d'échantillons et est réalisée par un expert agréé dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol ».

Le fonctionnaire technique dispose de 30 jours à dater de la réception de l'étude indicative complète pour l'approuver. Passé ce délai, les conclusions de l'étude sont approuvées par défaut.

L'exploitant n'est pas tenu de faire procéder à l'étude indicative prévue à l'alinéa 1^{er} de l'article 681bis/63, si une étude indicative a été effectuée dans les deux ans qui précèdent l'obligation et qu'aucune nouvelle pollution n'est suspectée depuis.

Etude de caractérisation et étude de risque :

Art. 681bis/65. L'exploitant fait procéder à une étude de caractérisation, si dans le cadre de l'étude indicative, les valeurs seuils pour le sol et du sous-sol et les valeurs de référence pour l'eau souterraine sont dépassées par un ou plusieurs des contaminants et pour autant que l'étude indicative ne permette pas de déterminer l'ampleur de la pollution et de conclure quant à l'urgence et à la nécessité d'assainir.

L'étude de caractérisation a pour objectif de décrire et localiser la contamination du sol, du sous-sol et de l'eau souterraine de manière à vérifier la nécessité d'assainissement du site. Pour être complète, l'étude de caractérisation décrit et justifie la méthodologie appliquée et la prise d'échantillons pour la réalisation de l'étude en question. L'étude de caractérisation réalisée par un expert agréé dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol ».

S'il l'estime nécessaire, le fonctionnaire technique ou l'exploitant fait compléter l'étude de caractérisation par une étude de risque. Celle-ci décrit la mobilité éventuelle des polluants qui ont été caractérisés et leurs effets constatés ou potentiels à terme sur l'environnement de la station-service. L'étude de risque est réalisée par un expert agréé dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol ».

Le fonctionnaire technique dispose de 30 jours à dater de la réception de l'étude de caractérisation complète, accompagnée de la cas échéant de l'étude de risque, pour l'approuver. Passé ce délai, les conclusions sont approuvées par défaut.

Art. 681bis/66. Pour vérifier si la concentration des contaminants du sol, du sous-sol et de l'eau souterraine dépassent les valeurs reprises à l'annexe 1, tous les prélèvements d'échantillons et toutes les analyses sont effectuées selon les méthodes fixées à l'annexe 2 ou selon des normes ou codes de bonne pratique, préalablement acceptés par le fonctionnaire technique.

Les prises d'échantillons sont effectuées sous la responsabilité de l'expert agréé dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol ».

Les analyses des échantillons sont réalisées par un laboratoire agréé en matière de surveillance de l'exécution des dispositions relatives aux déchets et aux déchets dangereux dans la Région wallonne.

Art. 681bis/67. L'assainissement d'un site est requis lorsqu'il est constaté un dépassement des valeurs d'intervention des contaminants du sol, du sous-sol et/ou de l'eau souterraine.

Dans cette hypothèse, un plan d'assainissement du site est élaboré par un expert agréé dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol » et vise à définir le procédé d'assainissement et la qualité du site qui en résultera.

Le plan d'assainissement d'un site comprend au moins les éléments suivants :

- les résultats de l'étude de caractérisation du site;
- l'analyse technique et financière des divers procédés pertinents pour l'assainissement du site en question;
- le choix motivé du procédé d'assainissement du site;
- la description des travaux et les délais dans lesquels ils seront réalisés;
- les mesures qui seront prises pour assurer la sécurité des travaux et en réduire l'impact sur l'environnement;
- une proposition de montant de cautionnement visant à garantir l'exécution d'office du plan d'assainissement du site.

Le fonctionnaire technique dispose de 60 jours à dater de la réception du plan d'assainissement du site pour l'approuver. Passé ce délai, les conclusions de l'étude quant à la technique d'assainissement et la qualité du site sont approuvées par défaut.

Si les travaux d'assainissement du site comportent des activités ou établissements soumis à autorisation en vertu du Titre Ier du Règlement général de la protection des travailleurs, du décret du 7 octobre 1985 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution ou du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, l'approbation du plan d'assainissement du site et le cautionnement valent autorisation au sens du Règlement et décrets précités.

Art. 681bis/68. L'assainissement a pour objectif :

- d'une part, de ramener les concentrations des contaminants du sol et du sous-sol en dessous des valeurs seuils et de les faire tendre vers les valeurs de référence et,

- d'autre part, de descendre des concentrations des contaminants de l'eau souterraine en dessous des valeurs de référence.

Elle ne peut être entamée qu'après approbation du plan d'assainissement par le fonctionnaire technique et la constitution du cautionnement.

La remise en état est réalisée sous la direction d'un expert agréé dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol

Art. 681bis/69. S'il s'avère impossible d'atteindre, par des mesures conformes aux meilleures techniques disponibles, les valeurs seuils pour le sol et le sous-sol et les valeurs de référence pour l'eau souterraine, l'assainissement du site vise une qualité du site telle que le risque pour la santé humaine et pour l'environnement soit tolérable.

S'il s'avère impossible d'atteindre par des mesures conformes aux meilleures techniques disponibles, une qualité du site telle que le risque pour la santé humaine et pour l'environnement soit tolérable, l'assainissement du site comprend des mesures conservatoires ou autres précautions de manière à éviter que la pollution du site ne constitue une menace pour la santé humaine et pour l'environnement.

Art. 681bis/70. Les obligations de faire procéder à une étude de caractérisation et de d'assainissement du site par l'exploitant ne sont pas d'application lorsqu'il établit que la pollution ne résulte pas de son fait ou du fait de son activité.

CHAPITRE VI. — Contrôle

Section 1^{re}. — Contrôle de la station-service

Art. 681bis/71. Les essais, contrôles et épreuves prévus par le présent arrêté sont exécutés à la diligence de l'exploitant et à ses frais.

§ 1^{er}. Contrôle lors de l'installation :

L'exploitant informe le fonctionnaire technique au moins huit jours à l'avance, de la date prévue pour la mise en place du réservoir.

Après leur réalisation ou leur modification et avant leur mise en fonctionnement, un expert agréé dans la discipline « installations de stockage » vérifie les installations constituant la station-service quant à leur conformité aux dispositions du présent arrêté relatives aux réservoirs, aux canalisations et accessoires, à l'imperméabilité des installations, au dispositif de sécurité contre les débordements, au système de détection de fuite et, le cas échéant, à la protection cathodique. Ce contrôle comprend également une épreuve d'étanchéité des installations selon les prescriptions légales.

Un expert agréé dans la discipline « installations de stockage » établit un rapport mentionnant les divers documents fournis par les constructeurs et le détail des contrôles, essais et épreuves auxquels lui-même et d'autres experts agréés ont procédé. Il atteste que la station-service est conforme aux dispositions du présent arrêté et qu'elle ne présente pas de défaut apparent de nature à compromettre la sécurité vis-à-vis du public, du voisinage et de l'environnement.

§ 2. Contrôles périodiques :

Des contrôles périodiques sont réalisés par un expert agréé dans la discipline « installations de stockage », désigné par l'exploitant.

Un contrôle annuel basé sur les informations du rapport précédent et sur l'état général de l'installation comporte :

- l'examen visuel des parties extérieures visibles de l'installation (réservoir, vannes, canalisations, etc.);
- le contrôle du bon fonctionnement du système de détection des fuites, du dispositif de sécurité contre les débordements pour autant que celui-ci ne soit pas de type mécanique, du séparateur d'hydrocarbures et le cas échéant de la protection cathodique.

Un contrôle général est effectué tous les dix ans par un expert agréé dans la discipline « installations de stockage » et un expert agréé dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol » et compétent en matière de corrosion électrochimique. Il comprend en plus des contrôles

annuels :

- une épreuve d'étanchéité des réservoirs à paroi unique enfouis et non enfouis et des canalisations à paroi unique conformes aux dispositions légales en vigueur;
- un contrôle du bon fonctionnement du dispositif de sécurité contre les débordements;
- un contrôle de l'opportunité d'une éventuelle protection cathodique.

L'expert agréé dans la discipline « installations de stockage » qui a procédé aux contrôles appose un autocollant ou une plaquette clairement visible et lisible sur l'orifice de remplissage mentionnant son identité ainsi que l'année et le trimestre de la dernière vérification. En fonction des observations faites, la plaquette ou l'autocollant précité est de la couleur suivante :

- verte, lorsque le réservoir est en règle;
- orange, lorsque aucune fuite n'a été constatée dans l'installation mais que certaines réparations de l'installation (réservoir, dispositif de sécurité, protection, détection, etc.) s'avèrent nécessaires;
- rouge, lorsqu'une fuite a été constatée dans l'installation.

Art. 681bis/72. Seuls les réservoirs pourvus d'un autocollant ou plaquette verte, comme visé à l'article 681bis/71 du présent arrêté, peuvent être remplis et exploités. Ceux qui portent un autocollant ou plaquette rouge ne peuvent en aucun cas être remplis. Les réservoirs pourvus d'un autocollant ou plaquette orange peuvent encore être remplis pendant une période de transition de six mois maximum et non renouvelable, prenant cours le premier du mois suivant le mois mentionné sur la plaquette ou l'autocollant orange.

Section 2. — Qualification des experts

Art. 681bis/73. § 1^{er}. Pour être agréé en qualité d'expert dans la discipline « installation de stockage » ou dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol » les conditions suivantes doivent être remplies :

1° pour les personnes physiques :

- a) être ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne,
- b) avoir un siège d'exploitation en Région wallonne;
- c) jouir des droits civils et politiques;

d) ne pas avoir été condamné par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction au Titre Ier du Règlement général pour la Protection du travail, décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, au décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets ou à toute autre législation équivalente d'un Etat membre de la Communauté européenne;

e) disposer d'une expérience et d'une formation jugées suffisantes dans les disciplines considérées;

f) disposer du matériel nécessaire pour assurer les missions au titre duquel l'agrément est requis;

g) ne pas se trouver dans une situation susceptible de compromettre son objectivité et l'exercice indépendant de ses missions;

h) s'engager à notifier immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception au Directeur Général des ressources naturelles et de l'environnement tout changement concernant sa demande d'agrément originaire;

i) disposer d'un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant des missions au titre desquelles l'agrément est demandé.

2° pour les personnes morales :

a) être constituée conformément à la législation belge ou à celle d'un autre Etat membre de la Communauté européenne et avoir son siège social ou son siège d'exploitation en Région wallonne;

b) ne pas avoir été condamné par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction au Titre Ier du Règlement général pour la Protection du travail, décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, au décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets ou à toute autre législation équivalente d'un Etat membre de la Communauté européenne;

c) ne compter parmi ses administrateurs, gérants ou personnes ayant le pouvoir d'engager la société, que des personnes qui satisfont aux conditions prévues au 1°, c) et d);

d) avoir comme associé ou à son service une ou plusieurs personnes qui satisfont au point 1°;

e) ne pas se trouver dans une situation susceptible de compromettre son objectivité et l'exercice indépendant de ses missions

f) s'engager à notifier immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception au Directeur Général des ressources naturelles et de l'environnement tout changement concernant sa demande d'agrément originaire;

g) disposer d'un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant des missions au titre desquelles l'agrément est demandé.

§ 2. La demande d'agrément en qualité d'expert est introduite auprès du directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception. Elle comprend au moins les indications et documents suivants :

- la ou les disciplines pour lesquelles l'agrément est demandé,

- les attestations et/ou preuves nécessaires établissant qu'il est satisfait aux conditions d'agrément prévues au § 1^{er}.

§ 3. Le Directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement délivre l'agrément.

Il notifie sa décision motivée par lettre recommandée à la poste au requérant dans les 45 jours après la date de réception de la demande d'agrément complète.

L'absence de décision notifiée dans le délai fixé équivaut au refus de l'agrément.

§ 4. L'agrément en qualité d'expert dans une ou plusieurs disciplines est accordé pour un délai de cinq ans maximum.

§ 5. L'agrément peut être suspendu ou retiré à tout moment par décision motivée du Directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement lorsque l'expert ne satisfait plus aux conditions d'agrément, fournit des prestations qui sont d'une qualité insuffisante ou pour lesquelles il n'est pas agréé.

La décision de suspension ou de retrait de l'agrément est notifiée par lettre recommandée à la poste à l'expert agréé.

§ 6. Un recours contre la décision, fut-elle tacite, de refus, de suspension ou de retrait de l'agrément peut être introduit, dans les 10 jours qui suivent la réception de la notification de la décision ou du refus tacite, par lettre recommandée avec accusé de réception auprès du Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions.

La décision du Ministre est notifiée au requérant par lettre recommandée à la poste dans les 60 jours après la date de réception du recours.

L'absence de décision notifiée dans le délai fixé équivaut au refus de l'agrément.

CHAPITRE VII. — Dispositions transitoires

Art. 681bis/74. § 1^{er}. Le présent arrêté s'applique à toute nouvelle station-service.

§ 2. Les dispositions des articles 681bis/63 et 681bis/64 sont d'application dès l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 3. Les distances minimales définies à l'article 681bis/9 ne s'appliquent pas aux réservoirs existants.

§ 4. Sans préjudice des dispositions du § 2, les stations-service existantes doivent se conformer au présent arrêté : avant le 1^{er} janvier 2003 :

- toutes les stations-service qui sont équipées de réservoirs à simple paroi situées dans les zones de prévention de prise d'eau et, à défaut de délimitation de ces zones, situées dans un rayon de 1 km autour des prises d'eau telles que définies par l'arrêté de l'exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatif prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance, et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraines.

avant le 1^{er} janvier 2005 :

- toutes les stations-service situées dans une zone de prévention de prise d'eau, et à défaut de délimitation de ces zones, situées dans un rayon de 1 km autour des prises d'eau et non touchées par les mesures au 1^{er} janvier 2002

et

- toutes les stations-service avec des réservoirs à simple paroi plus anciens que 1975.

Si la preuve de l'âge des réservoirs ne peut être administrée, on supposera qu'ils sont plus anciens que 1975.

avant le 1^{er} janvier 2010 :

- toutes les autres stations-service.

Art. 681bis/75. Le plan d'assainissement prévu dans le présent arrêté vaut plan de réhabilitation au sens de l'arrêté du 24 juin 1993 portant exécution de l'article 7, § 3, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne et des articles 42 et 43 du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 681bis/76. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 4 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe 1

Spécifications techniques pour le sol et le sous-sol et pour les eaux souterraines

Article 1^{er}. Les spécifications techniques d'assainissement du sol et le sous-sol pour la partie fixe de la terre s'appliquent à un sol standard ayant une teneur en argile de 10 % (sur les composants minéraux) et une teneur en matières organiques de 0,5 % (sur sol sec).

Tableau 1 : spécifications techniques pour les sol en mg/kg de matière sèche

Substances	Valeurs de référence	Valeurs seuil				Valeurs d'intervention			
		Type affect. I	Type affect. II	Type affect. III	Type affect. IV	Type affect. I	Type affect. II	Type affect. III	Type affect. IV
Métaux lourds									
Cadmium	0,8	8	3	2	1	16	6	4	2
Chrome	35	230	150	170	65	460	300	340	130
Cuivre	17	210	200	50	50	420	400	100	100
Arsenic	19	100	55	60	22	200	110	120	45
Cobalt	10	100	50	50	20	200	100	100	40
Nickel	9	150	150	120	40	300	300	220	80
Plomb	30	1150	150	70	70	2300	300	140	140
Zinc	62	680	500	210	150	1360	1000	420	300
Mercure	0,55	15	7	10	1,6	30	15	20	3,1
Composés organiques (1)									
Benzène	0,10	1,5	0,25	0,25	0,2	3	0,5	0,5	0,4
Toluène	0,20	100	25	25	0,4	200	50	50	0,8
Ethylbenzène	0,30	45	18	14	0,6	90	36	28	1,2
Xylène	0,35	55	30	4	0,7	110	60	8	1,4
HAP Classe I Naphtalène	0,30	90	2,5	1,2	0,6	180	5	2,4	1,2
HAP Classe II Anthracène	0,05	18	18	0,6	0,15	36	36	1,2	0,3
HAP Classe III Phénanthrène Fluoranthène	1	65	30	16	2	130	60	32	4
HAP Classe IV Benzo(a)anthracène	0,5	125	125	4,5	1,2	250	250	9	2,4
HAP Classe V Benzo(k) fluoranthène Benzo(ghi) pérylène Indéno (1,2,3- cd)pyrène	0,3	18	18	3	2,4	36	36	6	4,8
HAP Classe VI Chrysène Benzo(a)pyrène	0,1	1	1	1	1	2	2	2	2
Huiles minérales (2)	50	1000	800	800	500	2000	1500	1500	1000

Tableau 2 : Valeurs des spécifications techniques pour les eaux souterraines en µg/l

Substances	Valeurs de référence	Valeurs d'intervention
Benzène	10	120
Toluène	20	5500
Ethylbenzène	50	3400
Xylène	20	3300
HAP Classe I Naphtalène	14	125
HAP Classe II Anthracène	0,2	8
HAP Classe III Phénanthrène Fluoranthène	7	30
HAP Classe IV Benzo(a)anthracène	0,5	7
HAP Classe V Benzo(k) fluoranthène Benzo(ghi) pérylène Indéno (1,2,3-cd)pyrène	0,05	500
HAP Classe VI Chrysène Benzo(a)pyrène	0,005	50
Huiles minérales (2)	50	500

Notes

(1) Afin de pouvoir tenir compte des caractéristiques du sol et du sous-sol lors de la comparaison des concentrations mesurées en composés organiques et en hydrocarbures halogénés dans le sol ou le sous-sol, les valeurs des spécifications techniques pour le sol ou le sous-sol sont converties dans la teneur mesurée en matières organiques dans l'échantillon à analyser et ce, sur base de la formule suivante :

$$N(y) = N(0,5) * y/0,5$$

où,

N : valeur de la spécification technique d'assainissement du sol et du sous-sol en cas de teneur en matières organiques de y %, respectivement 0,5 %.

Si la teneur mesurée en matières organiques est inférieure à 0,5 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée de 0,5 %. Si la teneur est supérieure à 20 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée en matières organiques de 20 %.

La formule présentée peut uniquement être appliquée à la condition que la teneur mesurée en matières organiques se situe entre 0,5 et 20 %.

(2) Valeur indicative de la spécification technique pour le sol et le sous-sol : le risque d'effets préjudiciables graves pour l'homme et l'environnement d'une pollution du sol ou du sous-sol par de l'huile minérale est évalué par le risque occasionné par les composés organiques,

Art. 2. Les spécifications techniques pour le sol et le sous-sol visées à l'article 1^{er} varient en fonction de l'affectation du terrain concerné. Une distinction est établie entre les types d'affectations suivantes :

Type d'affectation I :

- zone d'activité économique;
- zone d'activité économique spécifique;
- zone d'aménagement différé à caractère industriel;

Type d'affectation II :

- zone d'habitat;
- zone d'habitat à caractère rural;
- zone de services publics et d'équipements communautaires;

Type d'affectation III :

- zone de loisirs;
- zone agricole;

Type d'affectation IV :

- zone forestière;
- zone d'espaces verts;
- zone naturelle;
- zone de parc;
- zone de prévention de captage.

Art. 3. Les zones des plans d'aménagement qui comprennent en surimpression des indications supplémentaires, sont évaluées, en vertu de la présente annexe, sur base de la zone initiale (couleur utilisée sur le plan d'aménagement).

Art. 4. Les terrains qui ne ressortent pas des affectations reprises à l'article 2 de la présente annexe, font l'objet d'une évaluation des fonctions qu'ils remplissent. Sur base de ces fonctions, ces terrains sont classés dans l'un des types d'affectation repris à l'article 2 de la présente annexe.

Art. 5. Les zones de prévention telles que définies par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance, et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraine et, à défaut de délimitation des zones de prévention de prises d'eau, les zones situées dans un rayon de 1 km autour des prises d'eau, sont classées dans le type d'affectation IV.

Art. 6. § 1^{er}. Les terrains qui, en vertu des articles 2, et 3 de la présente annexe, sont classés dans le type d'affectation I ou II mais qui sont utilisés en fait comme terrain agricole sont évalués comme s'ils étaient classés dans le type d'affectation IV.

§ 2. Les terrains qui, en vertu des articles 2, et 3 de la présente annexe, sont classés dans le type d'affectation I mais qui sont utilisés en fait à des fins d'habitat, sont évalués comme s'ils étaient classés dans le type d'affectation II.

§ 3. Les terrains qui, en vertu des articles 2, et 3 de la présente annexe, sont classés dans le type d'affectation I mais qui sont utilisés en fait à des fins de récréation, doivent être évalués comme s'ils étaient classés dans le type d'affectation III.

Art. 7. Lorsque en raison de la nature particulière du sol ou du sous-sol dans une zone considérée de la Région certaines valeurs de concentration des spécifications techniques visées à l'article 1^{er} se révèlent inapplicables ou inappropriées, le fonctionnaire technique peut s'en écarter pour autant que leur application ne constitue pas un danger pour l'homme et l'environnement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 relatif à la modification du titre III du Règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-services.

Namur, le 4 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe 2

Méthodes d'échantillonnages et d'analyses

Paramètre	Méthodes de mesurages de la partie fixe de la terre	Méthodes de mesurages des eaux souterraines
matières organiques AFNOR X31/109	ISO\DIS 14235	
détermination de la fraction d'argile	NEN 5753 ISO\DIS 11277	
hydrocarbures polycycliques aromatiques (HPA)	NEN 5771 (2e projet de norme) AAC 3\B	EPA 610 AAC 3/B
hydrocarbures monocycliques aromatiques (HMA)	NVN 5732 EPA 8260A AAC 3/T	EPA524.2 AAC 3/T
huile minérale (méthode IR) AAC 3/R	NEN 5733 (févr. 1991)	NEN 6675

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 relatif à la modification du titre III du Règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-services.

Namur, le 4 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1754

[C - 99/27462]

4. MÄRZ 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung von Titel III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, durch den auf die Ansiedlung und den Betrieb von Tankstellen anwendbare Sonderbestimmungen eingefügt werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetz vom 5. Mai 1888 über die Inspektion der gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Betriebe und die Aufsicht über die Dampfmaschinen und Bkessel, abgeändert durch das Gesetz vom 22. Juli 1974;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung;

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

Aufgrund der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, genehmigt durch die Regentenerlasse vom 11. Februar 1946 und vom 27. September 1947, insbesondere des Titels III bezüglich der auf bestimmte Industrien anwendbaren Sonderbestimmungen und hauptsächlich Kapitel II, Abschnitt IX über die Handelsgesellschaften;

Aufgrund des Umweltplans für eine nachhaltige Entwicklung, genehmigt durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 9. März 1995;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - In den Abschnitt IX «Handelsgesellschaften» von Titel III, Kapitel II der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung wird unter dem Titel «IV ANSIEDLUNG UND BETRIEB VON TANKSTELLEN» ein Artikel 681bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich

Art. 681bis/1 - Unbeschadet anderer anwendbarer Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen sind die nachfolgenden Vorschriften anwendbar auf jegliche Tankstelle, die flüssige Kohlenwasserstoffe, für die Akzisen entrichtet werden, ausliefert.

Art. 681bis/2 - Für die Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Tankstelle: die gesamten Einrichtungen und Aktivitäten, die dazu bestimmt sind, flüssige Kohlenwasserstoffverbindungen unter Luftdruck zu lagern und aus ortsfesten Lagertanks in Kraftstofftanks von Kraftfahrzeugen und ggf. in ortsbewegliche Behälter umzufüllen;

2° Betreiber: jede natürliche oder juristische, öffentlich-rechtliche oder privatrechtliche Person, die eine Tankstelle betreibt, oder für die eine Tankstelle betrieben wird;

3° Abgabereinheit: die Anlage, die zur Versorgung der Kraftfahrzeuge mit einem Kraftstoff dient und die aus einem Schlauch und einem Hahn besteht;

4° Zapfsäule: eine Anlage mit Schläuchen, Zapfhähnen, Zählern, Pumpen und einer oder mehreren Abgabereinheiten;

5° Insel: Bauwerk, das ermöglicht, die Zapfsäulen im Verhältnis zu der von Fahrzeugen befahrenen Fläche erhöht aufzustellen.

6° Tankfläche: Sie umfaßt mindestens die gesamten Fahrwege, die durch eine Entfernung zur Abgabereinheit abgegrenzt werden, die der Länge des Schlauches einschließlich Zapfhahn entspricht, zuzüglich eines Meters, ohne daß diese Entfernung unter drei Metern liegen darf;

7° Oberirdischer Behälter: Behälter, der sich vollständig oder teilweise über dem umgebenden Boden befindet.

8° Auffangbecken: oberirdisches dichtes Bauwerk, das die Form einer Wanne aufweist und fachgemäß aus unbrennbaren Stoffen gebaut ist;

9° Eingrabener Behälter: Behälter, der sich vollständig unter dem Boden befindet;

10° Leckanzeiger: System, das die Feststellung jeglicher Dichtheitsmängel an dem Behälter, dem Auffangbecken oder der Wanne ermöglicht;

11° Technischer Beamter: der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region oder sein Bevollmächtigter;

12° Mit der Überwachung beauftragter Beamter: der Beamte oder der Bedienstete der Verwaltung, der durch den Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region bezeichnet wurde, um Verstöße in Sachen Umweltschutz gemäß dem Erlaß vom 23. Dezember 1992 zu ermitteln und festzustellen;

13° Sonderbedingungen: alle zusätzlich zu den vorliegenden Bestimmungen festgelegten Sondervorschriften, die durch den Sondererlaß, durch den der Betrieb der Tankstelle genehmigt wird, auferlegt werden;

14° bestehende Tankstellen: Tankstellen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses über eine ordnungsgemäße Betriebsgenehmigung verfügten, oder die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses einen Antrag auf Betriebsgenehmigung eingereicht haben;

15° neue Tankstellen: alle Tankstellen, mit Ausnahme der in Punkt 14° angeführten Tankstellen;

16° Bezugswerte: Konzentrationen an in der Anlage 1 angeführten Schadstoffen, die langfristig zu erreichen sind und unter denen keinerlei Gefahr für die menschliche Gesundheit oder die Umwelt besteht.

17° Schwellenwerte: Konzentrationen an in der Anlage 1 angeführten Schadstoffen, unter denen die Gefahr für die menschliche Gesundheit oder die Umwelt geringfügig ist;

18° Interventionswerte: Konzentrationen an in der Anlage 1 angeführten Schadstoffen, über denen die Gefahr für die menschliche Gesundheit oder die Umwelt nicht mehr akzeptabel ist und die eine Sanierung notwendig machen.

KAPITEL II — Bau

Art. 681bis/3 - Der Bau der Behälter hat folgenden belgischen Normen (oder ihrer letzten Fassung) zu entsprechen:

- NBN I 03-001 für Metallbehälter mit einfacher Wand;

- NBN I 03-004 für Metallbehälter mit Doppelwand;

- NBN I T 41-013 für eingegrabene Behälter aus thermogehärtetem verstärktem Kunststoff,

oder ausländischen Normen mit gleichwertigem Sicherheitsniveau, oder aber einem von der Verwaltung anerkannten Merkblatt.

Die für die Behälter benutzten Kunststoffe sind widerstandsfähig gegen die Alterung durch atmosphärische Stoffe oder Bakterien.

Alle erforderlichen Maßnahmen sind zu treffen, um die Kunststoffbehälter gegen die Einwirkung der Sonnenstrahlen zu schützen.

Bei den für die Behälter benutzten Kunststoffen handelt es sich um thermogehärtete verstärkte Kunststoffe, die nicht durch die gelagerten Flüssigkeiten angegriffen werden können.

Für jeden Behälter verfügt der Betreiber über:

- eine vom Hersteller unterzeichnete Erklärung, die besagt, daß der Behälter der Norm entspricht;
- eine Bescheinigung des Herstellers des Behälters.

Der Betreiber kann nur Behälter annehmen, die das durch den Hersteller angebrachte Siegel tragen.

Art. 681bis/4 - Jeder Behälter verfügt unter anderem über:

- a) ein in der Nähe des Mannlochs gut sichtbar angebrachtes Kennschild, das die Fabrikationsnummer vermerkt;
- b) ein Entlüftungrohr, durch das jeglicher gefährliche Über- bzw. Unterdruck im Innern des Behälters verhindert wird;
- c) eine Vorrichtung, durch die die Versorgung mit Kohlenwasserstoff automatisch unterbrochen wird, sobald der Behälter zu 98 % (Höchstwert) seines Nennvermögens gefüllt ist.

Standort der Behälter

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 681bis/5 - § 1. Es sind Maßnahmen zu treffen, um eine doppelte Dichtigkeit zwischen den Kohlenwasserstoffen und dem Boden zu gewährleisten:

- die oberirdischen Behälter werden in einem Auffangbecken aufgestellt;
- die eingegrabenen Behälter können entweder:

E doppelwandig sein und direkt in einer Grube aufgestellt werden;

E in einer dichten elastischen oder starren Wanne aufgestellt werden;

Die Wannen werden aufgeschüttet oder nicht.

§ 2. Ein automatischer Leckanzeiger, der regelmäßig kontrolliert und gewartet wird, löst ein optisches und akustisches Alarmsignal aus, durch das die mit der Aufsicht der Tankstelle beauftragte Person gewarnt wird.

Art. 681bis/6 - Die elastischen Wannen werden aus einer elastischen auf beiden Seiten wasserdichten Membran gefertigt, die eine ausreichende mechanische Festigkeit aufweist und deren Bahnen fachgemäß zusammengesetzt werden.

Art. 681bis/7 - Unterirdische Behälter sind unter Gebäuden oder unter der senkrechten Projektion eines Gebäudes untersagt. Ein Vordach wird nicht als solche angesehen.

Art. 681bis/8 - Die Lagerung von Kohlenwasserstoffen mit einem Flammpunkt bis zu 55 °C in Gebäuden ist untersagt, es sei denn die anwendbaren Sonderbedingungen erlauben diese Lagerung ausdrücklich.

Art. 681bis/9 - Die waagerechte Mindestentfernung zwischen den Wänden der direkt in einer Grube aufgestellten Behälter oder den Außenwänden der Wannen beträgt:

- 2 Meter in bezug auf die Keller;
- 0,75 Meter in Bezug auf eine Gebäudemauer;
- 3 Meter in bezug auf die Grundstücksgrenze und auf die Außengrenze der Fahrbahnen von Verkehrswegen.

Die Mindestentfernung zwischen zwei eingegrabenen Behältern muß wenigstens 0,5 Meter betragen.

Art. 681bis/10 - Die Mindestentfernung zwischen oberirdischen Behältern und der Grenze des Eigentums, eines Gebäudes, einer öffentlichen Straße und der Öffentlichkeit zugänglichen Bereiche wird in den Sonderbedingungen festgelegt.

Art. 681bis/11 - Jegliches Auslaufen aus dem Auffangbecken oder der Wanne ist untersagt. Das Auffangbecken oder die Wanne weisen ein Fassungsvermögen auf, das gleich oder größer ist als der größte der Werte, der errechnet wird aus:

- der Hälfte des Gesamtfassungsvermögens der Behälter, die es/sie enthält;
- dem Fassungsvermögen des größten der Behälter, zuzüglich 25 % des

Gesamtfassungsvermögens der übrigen Behälter, die in dem Auffangbecken oder in der Wanne stehen.

Bei der Bestimmung des Fassungsvermögens ist das Fassungsvermögen von doppelwandigen Behältern, die in einem Auffangbecken oder in einer Wanne stehen, nicht zu berücksichtigen.

Art. 681bis/12 - Die Entfernung zwischen der Vertikalprojektion der Außenwände eines oberirdischen Behälters und dem Rand des Auffangbeckens, in dem dieser Behälter steht, muß mindestens der Hälfte der Behälterhöhe entsprechen. Diese Entfernung darf jedoch in keinem Fall weniger als 1 Meter betragen.

Art. 681bis/13 - Der Betreiber hat das Auffangbecken der oberirdischen Behälter in einwandfreiem Zustand zu halten.

Art. 681bis/14 - Die erforderlichen Maßnahmen sind zu treffen, um zu verhindern, daß sich das Auffangbecken mit Regenwasser füllt, oder um dieses Wasser regelmäßig abzuleiten.

Aufstellen der Behälter und Anschluß

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 681bis/15 - Die Beförderung, das Aufstellen und das Anschließen der Behälter hat den folgenden belgischen Normen (oder ihrer letzten Fassung) oder den durch die Verwaltung anerkannten ausländischen Normen mit gleichwertigem Sicherheitsniveau zu entsprechen:

- NBN 103-002 oder NBN T 41-014 für Flüssigkeiten mit einem Flammpunkt von mehr als 55 °C, für Metallbehälter bzw. für Behälter aus verstärktem thermogehärtetem Kunststoff;
- NBN 103-003 oder NBN T 41-015 für Flüssigkeiten mit einem Flammpunkt von bis zu 55 °C, für Metallbehälter bzw. für Behälter aus verstärktem thermogehärtetem Kunststoff;

Art. 681bis/16 - Die Ausrüstungen der Tankstelle müssen entsprechend belgischen Normen oder ausländischen Normen mit gleichwertigem Sicherheitsniveau oder in Ermangelung derartigen Normen einem durch die Verwaltung anerkannten Merkblatt gebaut und angelegt werden.

Art. 681bis/17 - Die erforderlichen Maßnahmen sind zu treffen, um die Stabilität und die Dichtheit der Behälter unter allen Witterungsverhältnissen, bei starkem Hochwasser und bei vorhersehbaren geologischen Schäden zu gewährleisten.

Art. 681bis/18 - Die Behälter für Kohlenwasserstoffe mit einem Flammpunkt von bis zu 55 °C sind einzugraben, mit Ausnahme der Behälter für Zweitakt-Kraftstoff mit einem Fassungsvermögen von weniger als 300 Litern.

EINGEGRABENE BEHÄLTER

Art. 681bis/19 - Die Behälter für Kohlenwasserstoffe werden fachgemäß eingegraben, unter anderem um eine einwandfreie Dichtheit zwischen den Behältern und ihren Nebenanlagen zu gewährleisten.

Art. 681bis/20 - Die Wanne darf nicht zu anderen Zwecken als zur Aufnahme von Behältern genutzt werden. Insbesondere dürfen keine Gasleitungen durch die Wanne laufen. Stromleitungen sind nur zulässig, insofern sie für den Betrieb unerlässlich sind.

Art. 681bis/21 - Die Materialien zum Aufschütten und Auffüllen der Grube sind von solcher Art und Korngröße, daß sie die Behälterwände nicht beschädigen oder korrodieren können. Unter anderem Bauschutt, Asche, usw. sind untersagt.

OBERIRDISCHE BEHÄLTER

Art. 681bis/22 - Die Stabilität und die Bodenbefestigung der oberirdischen Behälter, mit Ausnahme der in Artikel 681bis/18 angeführten Behälter für Zweitakt-Kraftstoff, muß unter allen Umständen gewährleistet sein. Sie ruhen auf einem Stützsockel, so daß überhöhte Spannungen und ungleiche Senkungserscheinungen nicht zum Umkippen oder zu Rissen führen können.

Art. 681bis/23 - Alle erforderlichen Maßnahmen sind zu treffen, um jeglichen Zusammenstoß eines Fahrzeugs mit dem oberirdischen Behälter zu vermeiden.

Art. 681bis/24 - Die oberirdischen Behälter dürfen sich nicht unter oberirdisch verlegten Stromleitungen befinden, es sei denn, Vorkehrungen wurden getroffen, um jegliche unbeabsichtigte Berührung des Kabels mit dem Behälter zu vermeiden.

Art. 681bis/25 - Die oberirdischen Behälter, mit Ausnahme der in Artikel 681bis/18 angeführten Behälter für Zweitakt-Kraftstoff, die an einem Ort stehen, an dem sie durch die Öffentlichkeit erreicht werden können, sind mit einem mindestens zwei Meter hohen Zaun zu umgeben.

Alle erforderlichen Maßnahmen sind zu treffen, um den Fahrzeugen der Sicherheitsdienste einen leichten Zugang zu allen Anlagen zu ermöglichen.

Art. 681bis/26 - An dem Zaun sind die durch die Allgemeine Arbeitsschutzordnung festgelegten Symbole anzubringen, die auf die vorhandenen brennbaren Flüssigkeiten hinweisen, auf das Verbot zu rauchen und/oder Feuer zu entzünden sowie auf das Verbot, den Lagerbereich außer zu Dienstzwecken zu betreten.

Art. 681bis/27 - Jeder Raum, der zur Lagerung von Flüssigkeiten mit einem Flammpunkt von mehr als 55 °C dient, hat den auf die Feuerverhütung anwendbaren technischen Bauvorschriften (Artikel 52 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung) zu entsprechen.

Art. 681bis/28 - Die Räume, in denen Flüssigkeiten mit einem Flammpunkt von mehr als 55 °C gelagert werden, müssen effizient belüftet sein. Zu diesem Zweck sind an ihrem unteren und oberen Teil Belüftungsöffnungen anzubringen. Die Öffnungen sind durch ein doppeltes starkes engmaschiges Metallgitter zu schützen, das so angebracht ist, daß von außen keine Gegenstände in das Lager gelangen können. Wenn sie sich in Wänden befinden, die nicht auf die öffentliche Straße münden, können sie aus Hohlziegeln bestehen und nicht geschützt sein.

LEITUNGEN

Art. 681bis/29 - Jede nicht zugängliche Leitung muß:

- entweder in einer Rinne verlegt werden, die mit einem feinkörnigen inerten Material gefüllt ist. Diese Rinne weist ein durchgehendes Gefälle zu einer dichten Kohlenwasserstoffauffangvorrichtung auf. Der Boden und die Seitenwände dieser Rinne müssen undurchlässig sein;

- oder in einem undurchlässigen Schutzbehälter verlegt werden; wenn die Leitung unter Druck steht, muß dieser Behälter mit einem Kohlenwasserstoffleckwarnsystem ausgerüstet sein, das an eine durch den Betreiber der Tankstelle hörbare und sichtbare Alarmanlage angeschlossen ist.

Unterirdische Metalleitungen sind anhand mindestens einer Rostschuttschicht und einer dichten und selbstklebenden Isolierbandumwicklung oder durch jegliches andere System mit einem gleichwertigen Rostschuttniveau einwandfrei gegen Rost zu schützen.

Andere Verfahren sind zulässig, insofern sie ein gleichwertiges Sicherheitsniveau aufweisen, das durch die Verwaltung anerkannt wird.

Art. 681bis/30 - Es sind Vorkehrungen zu treffen, damit die Leitungen gegen Verformungen durch den Fahrzeugverkehr geschützt sind.

Art. 681bis/31 - Generell müssen alle Behälter und ihre Kontrollinstrumente hinsichtlich ihrer genauen Zweckbestimmung gekennzeichnet sein.

Insbesondere in der Nähe des Einfüllstutzens ist ein Kennschild mit folgenden gut sichtbaren Angaben anzubringen:

- die Referenznummer des Behälters, zu dem die Leitung führt;
- das in dem Behälter gelagerte Produkt;
- das Fassungsvermögen des Behälters;
- die durch die Allgemeine Arbeitsschutzordnung vorgeschriebenen Gefahrenzeichen.

Außerdem sind alle erforderlichen Maßnahmen zu treffen, um zu verhindern, daß die Öffentlichkeit Zugang zu den Einfüllstutzen erhält.

Art. 681bis/32 - Die Einfüllstutzen müssen sich unter freiem Himmel, an einem gut belüfteten Ort und in einer Entfernung von mindestens drei Metern von jedem Kellerraum und jeder Grundstücksgrenze befinden. Einfüllstutzen, die sich hinter einer Schutzfriedung oder in einem Auffangbecken befinden, gelten als unter freiem Himmel aufgestellt.

Art. 681*bis*/33 - Vorbehaltlich anderslautender Rechtsbestimmungen ist jeder Behälter an ein Belüftungsrohr anzuschließen, das mindestens 3 Meter über dem Boden ins Freie mündet, an einem Ort, an dem es für den Füllbeauftragten sichtbar ist. Es ist in einer Entfernung von mindestens 3 Metern von jeglicher Öffnung eines Gebäudes und von der Grenze des Betriebsgeländes anzubringen. Die Belüftungsleitung darf nicht in geschlossene Innenhöfe münden.

Die Öffnung des Belüftungsrohres darf nicht unter Bauelementen, wie z.B. Dachvorsprüngen angebracht werden. Die Öffnung des Belüftungsrohres muß mit einem Flammenschutzgitter ausgerüstet sein.

ZAPFSÄULE

Art. 681*bis*/34 - Die Zapfsäulen werden auf Inseln aufgestellt, die derart gestaltet sind, daß die Gefahr einer Berührung durch Fahrzeuge unter normalen Umständen so weit wie möglich verringert werden kann.

Diese Inseln befinden sich in einer Entfernung von mindestens 3 Metern von den Grundstücksgrenzen.

Art. 681*bis*/35 - Das Modell der Zapfsäulen muß von den öffentlichen Behörden zugelassen worden sein.

Art. 681*bis*/36 - Der Zapfhahn muß mit einer automatischen Vorrichtung ausgestattet sein, die die Zufuhr vollständig sperrt, sobald der Tank voll ist.

TANKFLÄCHEN UND FÜLLANLAGEN FÜR ORTSFESTE BEHÄLTER

Art. 681*bis*/37 - Das Auftanken hat auf der dichten Tankfläche zu erfolgen, die so gestaltet ist, daß unbeabsichtigt abtropfende und auslaufende Flüssigkeiten aufgefangen werden und einem Kohlenwasserstoffabscheider zugeleitet werden können.

Art. 681*bis*/38 - Um die Einfüllstutzen der ortsfesten Behälter ist eine dichte Fläche von mindestens 2 mal 4 Metern anzulegen, damit unbeabsichtigt abtropfende und auslaufende Flüssigkeiten aufgefangen werden können. Diese Fläche ist an einen Kohlenwasserstoffabscheider angeschlossen.

Beim Füllen der ortsfesten Behälter muß der Tankwagen innerhalb der Grundstücksgrenzen stehen. Der Anschlußsammler des Tankwagens muß sich über der dichten Fläche befinden.

Sind die Öffnungen der Einfüllleitungen unterirdisch, müssen sie in einem dichten Auffangbecken angelegt werden. Kohlenwasserstoffe, die sich ggf. in diesem Auffangbecken angesammelt haben, sind regelmäßig zu entsorgen.

Art. 681*bis*/39 - Auf den dichten Flächen sind Kanaleinläufe sowie jegliche sonstige Öffnungen zu irgendeinem anderen Raum als dem Kohlenwasserstoffabscheider untersagt, es sei denn, sie sind für den Betrieb erforderlich, wobei jedoch eine Vorrichtung angebracht wird, die sie gegen Flüssigkeiten und Gase abdichtet.

ELEKTRISCHE ANLAGE

Art. 681*bis*/40 - Unbeschadet der Verordnungsbestimmungen müssen die Zonen, in denen eine Explosionsgefahr durch das Aufkommen von explosionsgefährlichem Gas besteht, Gegenstand eines Zonenplans sein. Die in diesen Gefahrenzonen gelegenen Anlagen müssen den für diese Zonen geltenden technischen Vorschriften der Allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen entsprechen.

Für die Anlagen, auf die die Allgemeine Ordnung für elektrische Anlagen noch nicht anwendbar ist, erfolgt die Einstufung der Zonen gemäß den Bestimmungen von Artikel 105 der vorerwähnten Ordnung.

Art. 681*bis*/41 - Mindestens ein Hauptschalter, der alle Zapfsäulen ausschaltet, muß sich an einer für den Tankwart leicht zugänglichen Stelle befinden.

Ein Not-Druckknopfschalter mit den gleichen Funktionen muß außen angebracht werden, gut ausgeschildert sein und leicht durch Drittpersonen erreichbar sein.

Art. 681*bis*/42 - Die in das Betriebsgebäude führenden elektrischen Kabel müssen durch eine Gasscheidekammer geleitet werden, die ein Eindringen von Kohlenwasserstoffdämpfen in das Gebäude über die elektrischen Leitungen verhindert.

Andere Techniken sind zulässig, wenn sie ein ausreichendes Sicherheitsniveau gewährleisten und ein Eindringen von Gas verhindern.

ROSTSCHUTZ

Art. 681*bis*/43 - Die Außenwände und die ggf. sichtbaren Teile des inneren Behälters, falls diese aus Metall bestehen, sind äußerlich durch eine Schutzschicht gegen Rost zu schützen, die einen elektrischen Widerstand aufweist, der wenigstens der Norm NBN 103-001 entspricht.

Ein kathodischer Schutz muß die Metallteile der Behälter und die mit dem Erdboden in Kontakt stehenden Leitungen schützen, sobald eine der nachfolgenden Bedingungen erfüllt ist:

- der Betrieb befindet sich in einer Präventivzone für die Entnahme von aufbereitetem Wasser;
- der Leitungswiderstand des Bodens oder des Untergrunds liegt unter 5000 Ohm.cm; die Messung des Leitungswiderstandes hat am tiefsten Punkt der Grube zu erfolgen, zu einer Zeit, in der keine Trockenheit herrscht;
- der am tiefsten Punkt der Grube gemessene Ph-Wert des Bodens oder des Untergrunds beträgt weniger als 5;
- auf dem Gelände der Tankstelle wird Streustrom geortet.

Wird ein Kathodenschutz installiert, so muß dies für alle Behälter erfolgen.

Um von dem Anbringen eines Kathodenschutzes befreit zu werden, muß der Betreiber über einen aktuellen Bericht eines für den Fachbereich «Boden- und Untergrundverschmutzung» zugelassenen und über Fachkenntnis auf dem Gebiet der elektrochemischen Korrosion verfügenden Sachverständigen verfügen, durch den bescheinigt wird, daß die Eigenschaften des Bodens und des Untergrunds keinen Kathodenschutz verlangen.

KAPITEL III — *Betrieb*

Art. 681*bis*/44 - Der Beauftragte der Tankstelle muß vollends über die im Notfall zu treffenden Maßnahmen informiert sein.

Art. 681*bis*/45 - Es ist verboten, ein Fahrzeug zu betanken, wenn nicht vorher der Motor abgestellt wurde. Dieses Verbot ist gut sichtbar auf jeder Zapfsäule anzubringen.

Art. 681*bis*/46 - Es ist verboten, eine Pumpe für das Füllen von ortsfesten Behältern zu benutzen, außer wenn dies ausdrücklich durch die Betriebsgenehmigung erlaubt wird.

Art. 681*bis*/47 - Die Tankstelle muß so gestaltet sein, daß das Halten der Fahrzeuge vor den Zapfsäulen den öffentlichen Verkehr oder den Durchgang der Fußgänger auf dem Bürgersteig nicht beeinträchtigt.

In keinem Fall darf das Tanken auf der öffentlichen Straße (Bürgersteig einbegriffen) erfolgen.

Art. 681*bis*/48 - Wird ein Leck an einem Behälter festgestellt:

1. ist der betreffende Behälter unverzüglich außer Betrieb zu setzen und zu leeren;

2. trifft der Betreiber die erforderlichen Maßnahmen, um jegliche Explosionsgefahr zu vermeiden und die Verschmutzung des Bodens sowie ggf. des Grundwassers in Grenzen zu halten;

3. Wenn der Behälter repariert ist, darf er erst wieder in Betrieb genommen werden, nachdem er einer durch eine anerkannte Einrichtung gemäß den Merkblättern durchgeführten Dichtigkeitsprobe unterzogen worden ist;

4. Wenn er nicht repariert wird, ist er zu leeren und zu entfernen. Ist es nicht möglich, den Behälter zu entfernen, so wird er mit Sand, unlöslichem Schaum oder einem anderen inerten Material gefüllt und zwar im Einverständnis mit dem mit der Überwachung beauftragten Beamten.

KAPITEL IV — *Feuerverhütung*

Art. 681bis/49 - Das Verbot, offenes Feuer zu machen sowie das Rauchverbot müssen an der Tankstelle und insbesondere an jeder Zapfsäule angeschlagen werden.

Art. 681bis/50 - Die Tankfläche muß sauber gehalten werden und alle mit einer Flüssigkeit getränkten Lappen oder Abfälle, alle brennbaren Stoffe oder Produkte sind von ihr zu entfernen.

Art. 681bis/51 - Die Brandverhütungs- und bekämpfungsmittel müssen gemäß den geltenden Vorschriften bestimmt werden.

Art. 681bis/52 - Die Zapfsäulen sind mit einer Vorrichtung auszurüsten, die sie bei Brand ausschaltet.

Art. 681bis/53 - Das Feuerbekämpfungsmaterial muß in gutem Zustand gehalten werden, gegen Frost geschützt, gut ausgeschildert, leicht zugänglich und zweckdienlich über das Betriebsgelände verteilt werden.

Art. 681bis/54 - Der Betreiber hat die Löschmittel vor dem Verfalldatum zu ersetzen.

Art. 681bis/55 - Das Betriebspersonal muß über die Brandmeldeanlage sowie über die Handhabung der Löschgeräte informiert sein.

KAPITEL V — *Umweltschutz*

Abschnitt 1 — Wasser

Art. 681bis/56 - § 1. Bei einem unbeabsichtigten Auslaufen von Flüssigkeit darf diese auf keinen Fall in das Grundwasser, eine öffentliche Kanalisation oder in das Oberflächenwasser abgeleitet werden.

§ 2. Im Falle eines unbeabsichtigten Auslaufens in den Boden oder den Untergrund hat der Betreiber unverzüglich den Bürgermeister oder den mit der Überwachung beauftragten Beamten zu verständigen. Die Bestimmungen für die Sanierung des Geländes werden in Übereinstimmung mit diesen Personen festgelegt.

§ 3. Ist es nicht möglich, das Erdreich unmittelbar zu entfernen, hat der Betreiber alle Maßnahmen zu treffen, um eine Ausdehnung der Verschmutzung zu verhindern.

Art. 681bis/57 - Das Wasser, das zur Innenreinigung der Behälter oder zur hydraulischen Probe gedient hat, darf nicht in das Grundwasser abgeleitet werden. Es darf erst nach Abscheidung der Kohlenwasserstoffe in eine öffentliche Kanalisation oder in das Oberflächenwasser abgeleitet werden.

Art. 681bis/58 - § 1. Durch Kohlenwasserstoffe verschmutztes Wasser, oder solches, das es sein könnte, wie zum Beispiel das von den Tankflächen, den Behälterfüllflächen und den Leitungs- und Abflußkanälen abfließende Wasser darf nicht in das Grundwasser abgeleitet werden. Bevor dieses Wasser in eine öffentliche Kanalisation oder in das Oberflächenwasser abgeleitet werden kann, muß es in einer Wasserkläranlage behandelt werden, die wenigstens über einen selbstschließenden, mit einem Coalescer-Filter ausgestatteten Kohlenwasserstoffabscheider mit Entschlammer verfügt.

Die Vorrichtung zur Sammlung des durch Kohlenwasserstoffe verschmutzten Wassers, oder des Wassers, das es sein könnte, ist von der Vorrichtung zur Sammlung und Behandlung der Haushaltsabwässer, die nicht durch Kohlenwasserstoffe verschmutzt sind und nicht Gefahr laufen, verschmutzt zu werden, strikt zu trennen.

Das Regenwasser, das nicht durch Kohlenwasserstoffe verschmutzt wurde und nicht Gefahr läuft, verschmutzt zu werden, ist getrennt oder gemeinsam mit den Haushaltsabwässern, die nicht durch Kohlenwasserstoffe verschmutzt sind und nicht Gefahr laufen, verschmutzt zu werden, abzuleiten.

Wenn die Abwässer über das öffentliche Abwassernetz getrennt abgeleitet werden, wird das Regenwasser, das nicht durch Kohlenwasserstoffe verschmutzt wurde und nicht Gefahr läuft, verschmutzt zu werden, in einen Regenwassersammler abgeleitet.

§ 2. Die Vorrichtung zur Klärung des durch Kohlenwasserstoffe verschmutzten Wassers, oder des Wassers, das es sein könnte, muß leicht für Inspektionen, Wartungen, Reparaturen und Probeentnahmen zugänglich sein.

§ 3. Modelle mit automatischer Entsorgung sind zulässig. In diesem Fall muß das Becken, in dem die Kohlenwasserstoffe aus dem Abscheider aufgefangen werden, den für die eingegrabenen Behälter festgelegten Bedingungen entsprechen.

§ 4. Die Kläranlage muß entsprechend den Vorschriften der DIN-Norm 1999, jeder anderen Norm oder jedem Merkblatt mit gleichem Leistungsniveau bemessen sein. Durch eine Bescheinigung des Herstellers wird bestätigt, daß die Kläranlage diese Auflagen erfüllt.

§ 5. Die Leistungen der Kläranlage gewährleisten, daß die geklärten Abwässer einen Gehalt aufweisen, der unter folgendem Wert liegt:

5 mgr/l an Kohlenwasserstoffen
100 µgr/l an BTEX

§ 6. Die bestehenden Tankstellen, deren Einrichtungen die Bedingungen des vorliegenden Erlasses erfüllen, mit Ausnahme der Bedingungen bezüglich der Entfernung und/oder der Rückgewinnung von flüchtigen organischen Verbindungen, sind davon befreit, über einen mit einem Coalescer-Filter ausgestatteten Kohlenwasserstoffabscheider zu verfügen. In diesem Fall und nur dann, wenn die Abwässer in die öffentliche Kanalisation abgeleitet werden, haben die Leistungen der Kläranlage zu gewährleisten, daß die geklärten Abwässer einen Gehalt aufweisen, der unter folgendem Wert liegt:

50 mgr/l an Kohlenwasserstoffen
100 µgr/l an BTEX

§ 7. Die Ablagerungen und Flüssigkeiten, die sich im Kohlenwasserstoffabscheider sowie in dem eventuell an ihn angeschlossenen Becken angesammelt haben, müssen gemäß der geltenden Gesetzgebung regelmäßig entfernt und entsorgt werden.

Abschnitt 2 — Luft

Art. 681bis/59 - Im allgemeinen muß das Auftanken mit Kraftstoff so durchgeführt werden, daß die Nachbarschaft nicht durch üble Gerüche belästigt wird.

Art. 681bis/60 - Der Betreiber bringt seine Anlage in Übereinstimmung mit den geltenden Rechtsvorschriften zur Begrenzung der Emissionen flüchtiger organischer Verbindungen beim Füllen der Behälter und bei der Lagerung von Ottokraftstoff.

Die Zapfsäulen für Kohlenwasserstoffe mit einem Flammpunkt von weniger als 55 EC sind mit technischen Anlagen zur Rückgewinnung der Dämpfe, die bei der Befüllung von Fahrzeugen oder jeglichen ortsbeweglichen Behältern in die Atmosphäre entweichen, auszurüsten. Diese Anlagen sind so zu gestalten, daß der Verlust von Ottokraftstoff durch Verflüchtigung bei dem Befüllen der Behälter 0,04 gr/L nicht übersteigt.

Abschnitt 3 — Geräuschumfeld

Art. 681bis/61 - Der Betreiber trifft Maßnahmen, um die in der Wallonischen Region geltenden Richtwerte während der jeweiligen Bezugsperioden zu beachten.

Die Beachtung der Richtwerte wird gemäß den von der Wallonischen Regierung oder in Ermangelung von dem technischen Beamten genehmigten technischen Vorschriften kontrolliert.

Art. 681bis/62 - Eine Mitteilung, in der die Kunden der Tankstelle aufgefordert werden, unnötigen Lärm in der Tankstelle zu vermeiden, wird gut sichtbar angeschlagen.

Abschnitt 4 — Boden und Untergrund

Nachweisanalyse:

Art. 681bis/63 - Im Rahmen der in Artikel 681bis/74, § 3 vorgesehenen Angleichung an die geltenden Vorschriften, im Fall einer Betriebsaufgabe oder einer endgültigen Außerbetriebsetzung eines Behälters, bei der Einziehung oder der Erneuerung der Betriebsgenehmigung, bei der Betriebsübernahme oder - wenn genaue und übereinstimmende Annahmen einer Verschmutzungsgefahr bestehen B auf eine begründete Anfrage des technischen Beamten, läßt der Betreiber eine Nachweisanalyse des Bodens und des Untergrunds durchführen.

Im Falle einer Betriebsübernahme übermitteln der Abtreter und der Übernehmende gemeinsam durch einen Einschreibebrief mit Rückschein spätestens zehn Tage vor der Betriebsübernahme eine Notifizierung an die zuständige Behörde. Diese gemeinsame Notifizierung umfaßt die Nachweisanalyse des Bodens und des Untergrunds, die vorab durch den technischen Beamten genehmigt wurde.

Bei der endgültigen Außerbetriebsetzung eines Behälters oder der Betriebsaufgabe einer Tankstelle ist der technische Beamte durch einen Einschreibebrief mit Rückschein zu informieren. Der Betreiber hat zudem den (die) Behälter zu leeren und sie gemeinsam mit den dazugehörigen Leitungen zu entfernen. Wenn es nicht möglich ist, die Behälter zu entfernen, sind diese zu reinigen, mit Sand, unlöslichem Schaum oder einem anderen gleichwertigen inerten Stoff zu füllen, der vorab durch den technischen Beamten genehmigt wurde. Außerdem läßt der Betreiber eine Nachweisanalyse des Bodens und des Untergrunds durchführen und übermittelt dem technischen Beamten die Ergebnisse innerhalb von drei Monaten nach der Außerbetriebsetzung oder der Betriebsaufgabe.

Art. 681bis/64 - Eine Nachweisanalyse zielt darauf ab, die eventuell vorhandene Kontaminierung des Bodens, des Untergrunds und des Grundwassers eines Betriebsgeländes nachzuweisen und ggf. eine erste Beschreibung und Schätzung des Ausmaßes dieser Verschmutzung zu liefern. Sie setzt eine begrenzte Probeentnahme voraus und wird durch einen zugelassenen Sachverständigen des Fachbereichs «Verschmutzung des Bodens und des Untergrunds» durchgeführt.

Der technische Beamte verfügt über eine Frist von 30 Tagen ab dem Eingang der vollständigen Nachweisanalyse, um diese zu genehmigen. Nach Ablauf dieser Frist gelten die Schlußfolgerungen der Analyse als genehmigt.

Der Betreiber ist nicht verpflichtet, die in Artikel 681bis/63, Absatz 1 angeführte Nachweisanalyse durchführen zu lassen, wenn eine Nachweisanalyse innerhalb der zwei letzten Jahre vor der Verpflichtung durchgeführt wurde und seitdem keine neue Verschmutzung vermutet wird.

Bestimmungsanalyse und Gefahrenstudie:

Art. 681bis/65 - Der Betreiber läßt eine Bestimmungsanalyse durchführen, wenn die Schwellenwerte für den Boden und den Untergrund sowie die Bezugswerte für das Grundwasser bei der Nachweisanalyse durch einen oder mehrere kontaminierende Stoffe überschritten wurden und insofern die Nachweisanalyse nicht ausreichte, um das Ausmaß der Verschmutzung zu bestimmen und um auf die Dringlichkeit und die Notwendigkeit von Sanierungsmaßnahmen zu schlußfolgern.

Die Bestimmungsanalyse zielt darauf ab, die Kontaminierung des Bodens, des Untergrunds und des Grundwassers zu beschreiben und zu lokalisieren, um die Notwendigkeit einer Sanierung des Geländes zu überprüfen. Der Vollständigkeit halber wird in der Bestimmungsanalyse die bei der Durchführung der fraglichen Studie angewandte Methode und die Entnahme von Proben beschrieben und begründet. Die Bestimmungsanalyse wird durch einen zugelassenen Sachverständigen des Fachbereichs «V erschmutzung des Bodens und des Untergrunds» durchgeführt.

Insofern er es für notwendig erachtet, läßt der technische Beamte oder der Betreiber die Bestimmungsanalyse durch eine Gefahrenstudie ergänzen. Diese Studie beschreibt die eventuelle Ortsveränderlichkeit der gekennzeichneten Schadstoffe, sowie ihre nachgewiesenen oder potentiellen Langzeitauswirkungen auf die Umwelt der Tankstelle. Die Gefahrenstudie wird durch einen zugelassenen Sachverständigen des Fachbereichs «Verschmutzung des Bodens und des Untergrunds» durchgeführt.

Der technische Beamte verfügt über eine Frist von 30 Tagen ab dem Eingang der vollständigen Bestimmungsanalyse, der ggf. eine Gefahrenstudie beigefügt wird, um diese zu genehmigen. Nach Ablauf dieser Frist gelten die Schlußfolgerungen der Analyse als genehmigt.

Art. 681bis/66 - Zur Überprüfung, ob die Konzentration von Schadstoffen im Boden, im Untergrund und im Grundwasser die in der Anlage 1 angeführten Werte übersteigt, werden alle Probeentnahmen und Analysen gemäß der in der Anlage 2 festgelegten Methoden durchgeführt, oder gemäß den Normen und Merkblättern, die vorab durch den technischen Beamten genehmigt wurden.

Die Probeentnahmen werden unter der Verantwortlichkeit des für den Fachbereich «Verschmutzung des Bodens und des Untergrunds» zugelassenen Sachverständigen durchgeführt.

Die Analyse der Proben wird durch ein Labor durchgeführt, das auf dem Gebiet der Überwachung der Durchführung der Bestimmungen bezüglich der Abfälle und der gefährlichen Abfälle in der Wallonischen Region anerkannt ist.

Art. 681bis/67 - Die Sanierung eines Betriebsgeländes ist notwendig, falls die Werte der Schadstoffe im Boden, im Untergrund und/oder im Grundwasser die Interventionswerte übersteigen. In diesem Fall arbeitet ein zugelassener Sachverständiger des Fachbereichs «Verschmutzung des Bodens und des Untergrunds» einen Sanierungsplan des Geländes aus, der darauf abzielt, die Sanierungsmaßnahmen und die zu erreichende Umweltqualität des Geländes zu bestimmen.

Der Sanierungsplan eines Geländes umfaßt wenigstens folgende Angaben:

- die Ergebnisse der Bestimmungsanalyse des Betriebsgeländes;
- die technische und finanzielle Analyse der verschiedenen zweckdienlichen Verfahren zur Sanierung des betreffenden Betriebsgeländes;
- die begründete Wahl einer Sanierungsmethode für das Betriebsgelände;
- die Beschreibung der Arbeiten und die Fristen für deren Durchführung;
- die getroffenen Maßnahmen zur Gewährleistung der Sicherheit während der Arbeiten und zur Verringerung der Auswirkungen auf die Umwelt;
- ein Vorschlag für einen Garantiebtrag, mit dem Ziel, die Ausführung des Sanierungsplans in jedem Fall zu gewährleisten.

Nach Eingang des Sanierungsplans verfügt der technische Beamte über eine Frist von sechzig Tagen, um ihn zu genehmigen. Nach Ablauf dieser Frist gelten die Schlußfolgerungen der Studie bezüglich der Sanierungsmaßnahmen und der zu erreichenden Umweltqualität des Geländes als genehmigt.

Wenn die Sanierungsarbeiten des Geländes Aktivitäten oder Einrichtungen betreffen, die der Genehmigung gemäß der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, Titel I, des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung oder des Dekretes vom 30. April 1990 über den Schutz von Grundwasser und aufbereitem Wasser unterliegen, gilt die Genehmigung des Sanierungsplans und die Garantie als eine Genehmigung im Sinne der vorerwähnten Ordnung und Dekrete.

Art. 681bis/68 - Die Sanierung zielt darauf ab:

- einerseits die Konzentrationen der Schadstoffe im Boden und im Untergrund bis unter die Schwellenwerte zu verringern, und zwar bis sie sich den Bezugswerten nähern und
- andererseits die Konzentrationen der Schadstoffe im Grundwasser bis unter die Bezugswerte zu verringern.

Mit der Sanierung kann erst begonnen werden, nachdem der Sanierungsplan durch den technischen Beamten genehmigt und die Garantie gebildet wurde.

Die Wiederinstandsetzung wird unter Leitung eines für den Fachbereich «Verschmutzung des Bodens und des Untergrunds» zugelassenen Sachverständigen durchgeführt.

Art. 681bis/69 - Falls es sich als nicht möglich erweist, durch Maßnahmen, die den bestmöglichen Techniken entsprechen, die Schwellenwerte für den Boden und den Untergrund und die Bezugswerte für das Grundwasser zu erreichen, hat die Sanierung des Geländes auf eine Umweltqualität abzielen, bei der die Gefahr für die menschliche Gesundheit und für die Umwelt tolerierbar ist. Die Sanierung des Geländes umfaßt Erhaltungsmaßnahmen oder andere Vorkehrungen, durch die vermieden werden kann, daß die Verschmutzung des Geländes eine Gefahr für die menschliche Gesundheit und die Umwelt darstellt.

Art. 681bis/70 - Die Verpflichtung des Betreibers, eine Bestimmungsanalyse und eine Sanierungsstudie durchführen zu lassen, finden keine Anwendung, wenn erwiesen ist, daß die Verschmutzung nicht durch ihn oder durch seine Betriebstätigkeit entstanden ist.

KAPITEL VI — Kontrolle

Abschnitt 1 — Kontrolle der Tankstelle

Art. 681bis/71 - Die durch den vorliegenden Erlaß vorgesehenen Versuche, Kontrollen und Proben werden auf Betreiben und zu Lasten des Betreibers durchgeführt.

§ 1. Kontrolle bei der Aufstellung:

Der Betreiber teilt dem technischen Beamten wenigstens acht Tage vorher das für die Aufstellung des Behälters vorgesehene Datum mit.

Nach der Ausführung oder der Abänderung und vor der Inbetriebnahme überprüft ein zugelassener Sachverständiger des Fachbereichs «Lagereinrichtungen» die Einrichtungen, die die Tankstelle bilden, auf ihre Übereinstimmung mit den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses bezüglich der Behälter, der Leitungen und der Ausrüstungen, der Dichtheit der Einrichtungen, der Sicherheitsvorrichtung zum Schutz gegen Überlaufen, des Leckanzeigers, und ggf. des Kathodenschutzes. Diese Kontrolle umfaßt ebenfalls eine Dichtigkeitsprobe der Einrichtungen gemäß den gesetzlichen Vorschriften.

Ein zugelassener Sachverständiger des Fachbereichs «Lagereinrichtungen» verfaßt einen Bericht, in dem die verschiedenen Dokumente des Herstellers angeführt werden, sowie die ausführlichen Ergebnisse der Kontrollen, Versuche und Proben, die er selbst und andere zugelassene Sachverständige durchgeführt haben. Er bescheinigt, daß die Tankstelle die Auflagen des vorliegenden Erlasses erfüllt, und daß sie frei von sichtbaren Mängeln ist, die die Sicherheit der Bevölkerung, der Nachbarschaft und der Umwelt gefährden könnten.

§ 2. Periodische Kontrollen

Ein zugelassener Sachverständiger des Fachbereichs «Lagereinrichtungen», der durch den Betreiber bezeichnet wurde, führt periodische Kontrollen durch.

Auf der Grundlage der Informationen des letzten Berichts und des allgemeinen Zustands der Einrichtung wird eine jährliche Kontrolle durchgeführt, die wie folgt verläuft:

- eine Sichtkontrolle der sichtbaren Außenteile der Einrichtung (Behälter, Ventile, Leitungen, usw.);
- die Kontrolle der einwandfreien Funktion des Leckanzeigers, der Sicherheitsvorrichtung zum Schutz gegen Überlaufen und - insofern diese nicht mechanisch ist - des Kohlenwasserstoffabscheiders, sowie ggf. des Kathodenschutzes.

Alle zehn Jahre führen ein zugelassener Sachverständiger des Fachbereichs «Lagereinrichtungen» und ein zugelassener Sachverständiger des Fachbereichs «Verschmutzung des Bodens und des Untergrunds», der Fachkenntnisse auf dem Gebiet der elektrochemischen Korrosion besitzt, eine Gesamtkontrolle durch. Diese umfaßt zusätzlich zu den jährlichen Kontrollen:

- eine Dichtigkeitsprobe der eingegrabenen und der nicht eingegrabenen einwandigen Behälter und der einwandigen Leitungen gemäß den geltenden Rechtsvorschriften;
- die Kontrolle der einwandfreien Funktion der Sicherheitsvorrichtung zum Schutz gegen Überlaufen;
- die Kontrolle, um festzustellen, ob ein Kathodenschutz ggf. zweckdienlich ist.

Der zugelassene Sachverständige des Fachbereichs «Lagereinrichtungen», der die Kontrollen durchführt, bringt an der Einfüllöffnung gut sichtbar und lesbar einen Aufkleber oder eine Plakette an, auf dem bzw. der seine Personalien sowie das Jahr und das Trimester der letzten Kontrolle vermerkt sind. Je nach dem Ergebnis der Kontrolle ist der Aufkleber oder die Plakette:

- grün, wenn der Behälter alle Auflagen erfüllt;
- orangefarben, wenn kein Leck an der Einrichtung festgestellt wurde, aber bestimmte Reparaturen sich als notwendig erweisen (Behälter, Sicherheitsvorrichtung, Schutz, Anzeiger, usw.);
- rot, wenn an der Einrichtung ein Leck festgestellt wurde.

Art. 681bis/72 - Nur die Behälter, die mit einem grünen Aufkleber oder einer grünen Plakette versehen sind, wie sie in Artikel 681bis/71 angeführt werden, dürfen befüllt und betrieben werden. Jene Behälter, an denen ein roter Aufkleber oder eine rote Plakette angebracht wurde, dürfen in keinem Fall befüllt werden. Die Behälter, an denen ein orangefarbener Aufkleber oder eine orangefarbene Plakette angebracht wurde, dürfen noch während einer nicht erneuerbaren Übergangsperiode von maximal sechs Monaten befüllt werden. Diese Frist beginnt ab dem ersten Tag des Monats nach dem, der auf dem orangefarbenen Aufkleber oder der orangefarbenen Plakette vermerkt ist.

Abschnitt 2 — Qualifikation der Sachverständigen

Art. 681bis/73 - § 1. Um als Sachverständiger des Fachbereichs «Lagereinrichtungen» oder des Fachbereichs «Verschmutzung des Bodens und des Untergrunds» zugelassen zu werden, müssen folgende Bedingungen erfüllt sein:

1° natürliche Personen:

- a) Staatsangehöriger eines Mitgliedstaates der Europäischen Union sein;
- b) seinen Betriebssitz in der Wallonischen Region haben;
- c) im Besitz seiner zivilen und politischen Rechte sein;
- d) nicht rechtskräftig verurteilt worden sein wegen eines Verstoßes gegen Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, gegen das Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz von Grundwasser und aufbereitablem Wasser, gegen das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, gegen das Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle oder gegen jede gleichwertige Gesetzgebung eines Mitgliedstaates der Europäischen Union;
- e) über eine ausreichende Erfahrung und Ausbildung in den betreffenden Fachbereichen verfügen;
- f) über das notwendige Material verfügen, um die Aufgaben, für die eine Zulassung verlangt wird, durchführen zu können;
- g) sich nicht in einer Lage befinden, in der die Objektivität und die Unabhängigkeit des Sachverständigen bei der Ausübung der Aufgaben gefährdet sein könnte;
- h) sich verpflichten, dem Generaldirektor der Naturschätze und der Umwelt jegliche Änderung des ursprünglichen Zulassungsantrags per Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung mitzuteilen;
- i) einen Versicherungsvertrag abgeschlossen haben, der die Haftpflicht bei der Durchführung der Aufgaben, für die eine Zulassung verlangt wird, abdeckt.

2° juristische Personen:

- a) gemäß der belgischen Gesetzgebung oder der Gesetzgebung eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union gegründet worden sein und seinen Gesellschaftssitz oder seinen Betriebssitz in der Wallonischen Region haben;
- b) nicht rechtskräftig verurteilt worden sein wegen eines Verstoßes gegen Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, gegen das Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz von Grundwasser und aufbereitablem Wasser, gegen das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, gegen das Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle oder gegen jede gleichwertige Gesetzgebung eines Mitgliedstaates der Europäischen Union;
- c) unter seinen Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern oder Personen, die für die Gesellschaft verantwortlich zeichnen können, nur Personen zählen, die die unter Punkt 1°, c) und d) angeführten Bedingungen erfüllen;
- d) als Teilhaber oder Bedienstete eine oder mehrere Personen haben, die die unter Punkt 1° angeführten Bedingungen erfüllen;
- e) sich nicht in einer Lage befinden, in der die Objektivität und die Unabhängigkeit des Sachverständigen bei der Ausübung seiner Aufgaben gefährdet sein könnte;
- f) sich verpflichten, dem Generaldirektor der Naturschätze und der Umwelt jegliche Änderung des ursprünglichen Zulassungsantrags per Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung mitzuteilen;
- g) einen Versicherungsvertrag abgeschlossen haben, der die Haftpflicht bei der Durchführung der Aufgaben, für die eine Zulassung verlangt wird, abdeckt.

§ 2. Der Antrag auf Zulassung als Sachverständiger wird bei dem Generaldirektor der Naturschätze und der Umwelt durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung eingereicht. Er umfaßt wenigstens die nachfolgenden Angaben und Dokumente:

- der oder die Fachbereiche, für die die Zulassung beantragt wird;
- die notwendigen Bescheinigungen und/oder Belege, aus denen hervorgeht, daß die in § 1 angeführten Bedingungen für die Zulassung erfüllt sind.

§ 3. Der Generaldirektor der Naturschätze und der Umwelt erteilt die Zulassung. Er notifiziert dem Antragsteller seinen begründeten Beschluß durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb von 45 Tagen nach dem Eingangsdatum des vollständigen Zulassungsantrags.

Wird innerhalb der festgelegten Frist keine Zulassung erteilt, so gilt diese als verweigert.

§ 4. Die Zulassung als Sachverständiger in einem oder mehreren Fachbereichen wird für eine Dauer von maximal fünf Jahren gewährt.

§ 5. Die Zulassung kann jederzeit durch einen begründeten Beschluß des Generaldirektors der Naturschätze und der Umwelt ausgesetzt oder entzogen werden, wenn der Sachverständige die Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt oder Leistungen erbringt, die qualitativ unzureichend sind oder für die er nicht zugelassen ist.

Der Aussetzungs- oder Entzugsbeschluß wird dem zugelassenen Sachverständigen durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief notifiziert.

§ 6. Ein Einspruch gegen den Beschluß zur Verweigerung, zur Aussetzung oder zum Entzug der Zulassung kann, selbst wenn dieser Beschluß stillschweigend ist, innerhalb von zehn Tagen nach der Zustellung des Beschlusses oder der stillschweigenden Verweigerung durch einen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung bei dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, eingereicht werden.

Der Beschluß des Ministers wird dem Kläger innerhalb von 60 Tagen nach dem Eingangsdatum des Einspruchs durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief notifiziert.

Wird innerhalb der festgelegten Frist keine Zulassung erteilt, so gilt diese als verweigert.

KAPITEL VII — *Übergangsbestimmungen*

Art. 681*bis*/74 - § 1. Der vorliegende Erlaß ist auf alle neuen Tankstellen anwendbar.

§ 2. Die Bestimmungen der Artikel 681*bis*/63 und 681*bis*/64 sind ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses anwendbar.

§ 3. Die in Artikel 681*bis*/9 angeführten Mindestentfernungen sind nicht auf bestehende Behälter anwendbar.

§ 4. Unbeschadet der Bestimmungen von § 2 haben sich die bestehenden Tankstellen mit den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses in Übereinstimmung zu bringen:

vor dem 1. Januar 2003:

- alle Tankstellen, die mit einwandigen Behältern ausgestattet sind und in einer Präventivzone für die Wasserentnahme gelegen sind und in Ermangelung der Abgrenzung derartiger Zonen, alle Tankstellen, die in einem Umkreis von 1 Km der Wasserentnahmestellen liegen, die durch den Erlaß der wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv-, und Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung des Grundwassers festgelegt wurden.

vor dem 1. Januar 2005:

- alle Tankstellen, die in einer Präventivzone für die Wasserentnahme gelegen sind und in Ermangelung der Abgrenzung derartiger Zonen, alle Tankstellen, die in einem Umkreis von 1 Km der Wasserentnahmestellen liegen und die am 1. Januar 2002 nicht in den Anwendungsbereich der Maßnahmen fallen

und

- alle Tankstellen, die mit einwandigen Behältern ausgestattet sind, die vor 1975 in Betrieb genommen wurden. Wenn das Alter der Behälter nicht feststellbar ist, wird davon ausgegangen, daß sie vor 1975 in Betrieb genommen wurden.

vor dem 1. Januar 2010:

- alle anderen Tankstellen.

Art. 681*bis*/75 - Der durch den vorliegenden Erlaß vorgesehene Sanierungsplan gilt als Rehabilitierungsplan im Sinne des Erlasses vom 24. Juni 1994 zur Ausführung von Artikel 7, §3 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region und der Artikel 42 und 43 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle.

Art. 681*bis*/76 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Anlage 1

Technische Angaben für den Boden, den Untergrund und das Grundwasser

Artikel 1 - Die technischen Angaben für die Sanierung des Bodens und des Untergrunds für den festen Teil der Erde sind anwendbar auf einen Standardboden mit einem Tongehalt von 10 % (für die mineralen Bestandteile) und einem Gehalt an organischen Stoffen von 0,5 % (für den trockenen Boden).

Tabelle 1: technische Angaben für den Boden in mg/kg Trockensubstanz

Stoffe	Bezugs- werte	Schwellenwerte				Interventionswerte			
		Zweck- best. I	Zweck- best. II	Zweck- best. III	Zweck- best. IV	Zweck- best. I	Zweck- best. II	Zweck- best. III	Zweck- best. IV
Schwermetalle									
Cadmium	0,8	8	3	2	1	16	6	4	2
Chrom	35	230	150	170	65	460	300	340	130
Kupfer	17	210	200	50	50	420	400	100	100
Arsen	19	100	55	60	22	200	110	120	45
Kobalt	10	100	50	50	20	200	100	100	40
Nickel	9	150	150	120	40	300	300	220	80
Blei	30	1150	150	70	70	2300	300	140	140
Zink	62	680	500	210	150	1360	1000	420	300
Quecksilber	0,55	15	7	10	1,6	30	15	20	3,1
Organische Verbindungen (1)									
Benzol	0,10	1,5	0,25	0,25	0,2	3	0,5	0,5	0,4
Toluol	0,20	100	25	25	0,4	200	50	50	0,8
Aethylbenzol	0,30	45	18	14	0,6	90	36	28	1,2
Xylol	0,35	55	30	4	0,7	110	60	8	1,4
PAK Klasse I Naphtalin	0,30	90	2,5	1,2	0,6	180	5	2,4	1,2
PAK Klasse II Anthracen	0,05	18	18	0,6	0,15	36	36	1,2	0,3
PAK Klasse III Phenanthren Fluoranthren	1	65	30	16	2	130	60	32	4
PAK Klasse IV Benzo-(a)-anthracen	0,5	125	125	4,5	1,2	250	250	9	2,4
PAK Klasse V Benzo-(k)- Fluoranthren Benzo-(ghi)- Perylen Indeno-(1,2,3-cd)-pyren	0,3	18	18	3	2,4	36	36	6	4,8
PAK Klasse VI Chrysen Benzopyren	0,1	1	1	1	1	2	2	2	2
Mineralöle	50	1000	800	800	500	2000	1500	1500	1000

Tabelle 2: Werte der technischen Angaben für das Grundwasser in µg/l

Stoffe	Bezugswerte	Interventionswerte
Benzol	10	120
Toluol	20	5500
Aethylbenzol	50	3400
Xylol	20	3300
PAK Klasse I Naphtalen	14	125
PAK Klasse II Anthracen	0,2	8

Stoffe	Bezugswerte	Interventionswerte
PAK Klasse III Phenanthren Fluoranthren	7	30
PAK Klasse IV Benzo-(a)-anthracen	0,5	7
PAK Klasse V Benzo-(k)- Fluoranthren Benzo-(ghi)- Perylen Indeno-(1,2,3-cd)-pyren	0,05	500
PAK Klasse VI Chrysen Benzopyren	0,005	50
Mineralöle (2)	50	500

Notes

(1) Um beim Vergleich der im Boden und im Untergrund gemessenen Konzentrationen an organischen Stoffen und halogenierten Kohlenwasserstoffen die Eigenschaften dieses Bodens oder Untergrunds berücksichtigen zu können, werden die Werte der technischen Angaben für den Boden und den Untergrund auf der Grundlage der nachstehend angeführten Formel in den gemessenen Gehalt an organischen Stoffen in der zu analysierenden Probe umgewandelt:

$$N(y) = N(0,5) * y/0,5$$

in der

N: der Wert der technischen Angabe für die Sanierung des Bodens und des Untergrunds ist, im Falle eines Gehalts an organischen Stoffen von y % bzw. 0,5 %.

Wenn der gemessene Gehalt an organischen Stoffen unter 0,5 % liegt, ist ein vorausgesetzter Gehalt von 0,5 % zu berücksichtigen. Liegt der Gehalt über 20 %, ist ein vorausgesetzter Gehalt an organischen Stoffen von 20 % zu berücksichtigen.

Die obenerwähnte Formel ist nur anzuwenden, wenn der gemessene Gehalt an organischen Stoffen zwischen 0,5 % und 20 % liegt.

(2) Als Hinweis angeführter Wert für die technische Angabe für den Boden und den Untergrund: die Gefahr ernsthafter schädlicher Auswirkungen einer Verschmutzung des Bodens oder des Untergrunds durch Mineralöl auf den Menschen und die Umwelt wird durch die Gefahr bewertet, die die organischen Verbindungen darstellen.

Art. 2 - Die in Artikel 1 angeführten technischen Angaben für den Boden und den Untergrund sind je nach Zweckbestimmung des betreffenden Grundstücks unterschiedlich. Dabei wird zwischen den folgenden Zweckbestimmungen unterschieden:

Zweckbestimmung I:

- Gewerbegebiet;
- spezifisches Gewerbegebiet;
- Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter.

Zweckbestimmung II:

- Wohngebiet;
- Wohngebiet mit ländlichem Charakter;
- Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen.

Zweckbestimmung III:

- Freizeitgebiet;
- Agrargebiet.

Zweckbestimmung IV:

- Forstgebiet;
- Grüngebiet;
- Naturgebiet;
- Parkgebiet;
- Präventivzone für die Wasserentnahme.

Art. 3 - Die Gebiete der Raumordnungspläne, die mit einem Überdruck gekennzeichnet werden, der zusätzliche Angaben umfaßt, werden gemäß dem vorliegenden Erlaß auf der Grundlage der ursprünglichen Zone (Farbe, die auf dem Raumordnungsplan benutzt wird) bewertet.

Art. 4 - Jene Grundstücke, die keiner der in Artikel 2 dieser Anlage angeführten Zweckbestimmungen zugeordnet werden können, sind Gegenstand einer Bewertung der Funktion, die sie erfüllen. Auf der Grundlage dieser Funktionen werden diese Grundstücke einer der in Artikel 2 dieser Anlage angeführten Zweckbestimmungen zugeordnet.

Art. 5 - Die durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv-, und Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung des Grundwassers festgelegten Präventivzonen und in Ermangelung der Abgrenzung der Präventivzonen für die Wasserentnahme, alle Zonen, die in einem Umkreis von 1 Km der Wasserentnahmestellen liegen, werden der Zweckbestimmung IV zugeordnet.

Art. 6 - § 1. Die Grundstücke, die kraft der Artikel 2 und 3 dieser Anlage der Zweckbestimmung I oder II zugeordnet werden, die jedoch in Wirklichkeit als Agrargebiet genutzt werden, werden bewertet, als gehörten sie der Zweckbestimmung IV an.

§ 2. Die Grundstücke, die kraft der Artikel 2 und 3 dieser Anlage der Zweckbestimmung I zugeordnet werden, die jedoch in Wirklichkeit als Wohngebiet genutzt werden, werden bewertet, als gehörten sie der Zweckbestimmung II an.

§ 3. Die Grundstücke, die kraft der Artikel 2 und 3 dieser Anlage der Zweckbestimmung I zugeordnet werden, die jedoch in Wirklichkeit als Freizeitgebiet genutzt werden, werden bewertet, als gehörten sie der Zweckbestimmung III an.

Art. 7 - Wenn sich herausstellt, daß bestimmte in Artikel 1 der technischen Angaben angeführten Konzentrationswerte sich aufgrund der besonderen Beschaffenheit des Bodens oder des Untergrunds in einem bestimmten Gebiet der Wallonischen Region, als nicht anwendbar oder unangepaßt erweisen, ist der technische Beamte berechtigt, von diesen Werten abzuweichen, unter der Bedingung, daß deren Anwendung keine Gefahr für Mensch und Umwelt darstellt.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 zur Abänderung von Titel III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, durch den auf die Ansiedlung und den Betrieb von Tankstellen anwendbare Sonderbestimmungen eingefügt werden, in der Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 4. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage 2

Methoden für die Probeentnahmen und -analysen

Parameter	Methoden zur Messung festen Teils der Erde	Methoden zur Messung des Grundwassers
Organische Stoffe AFNOR X31/109	ISO\DIS 14235	
Bestimmung der Tonmenge	NEN 5753 ISO\DIS 11277	
Polycyclische aromatische Kohlenwasserstoffe (PCA)	NEN 5771 (2. Normprojekt) AAC 3/B	EPA 610 AAC 3/B
Monocyclische aromatische Kohlenwasserstoffe (MCA)	NVN 5732 EPA 8260A AAC 3/T	EPA524.2 AAC 3/T
Mineralöl (Methode IR) AAC 3/R	NEN 5733 (Febr. 1991)	NEN 6675

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 zur Abänderung von Titel III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, durch den auf die Ansiedlung und den Betrieb von Tankstellen anwendbare Sonderbestimmungen eingefügt werden, in der Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 4. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

N. 99 — 1754

[C - 99/27462]

4 MAART 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van titel III van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming ten gevolge van de invoeging van specifieke bepalingen voor de installatie en de uitbating van benzinestations

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 5 mei 1888 betreffende het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen en op de stoommachines en -ketels, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1974;

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging;

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder;

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

Gelet op het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, inzonderheid op titel III betreffende de bijzondere bepalingen toepasselijk in zekere nijverheidstakken en in het bijzonder afdeling IX van hoofdstuk II betreffende de handelsondernemingen;

Gelet op het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, goedgekeurd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 maart 1995;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. In afdeling IX « Handelsondernemingen », hoofdstuk II, titel III, van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming wordt een artikel 681bis met het opschrift « IV INSTALLATIE EN UITBATING VAN BENZINE-STATIONS » ingevoegd, luidend als volgt :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Art. 681bis/1. Onverminderd andere geldende wets- en verordeningsbepalingen, zijn de volgende bepalingen van toepassing op benzinestations die accijnsplichtige vloeibare koolwaterstoffen verkopen.

Art. 681bis/2. Voor de toepassing van deze bepalingen wordt verstaan onder :

1° benzinestation : geheel van installaties en activiteiten voor de opslag van vloeibare koolwaterstoffen onder luchtdruk en de overbrenging ervan van vaste opslagtanks naar brandstoftanks voor motorvoertuigen en, in voorkomend geval, naar mobiele tanks;

2° uitbater : publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die een benzinestation uitbaat of voor wiens rekening een benzinestation wordt uitgebaat;

3° verdeelpunt : installatie waar wegvoertuigen met brandstof kunnen worden bevoorraad d.m.v. een vulslang en een slangkraan;

4° brandstofverdeler : installatie bestaande uit pompen, vulslangen, slangkranen, tellers en uit één of meer verdeelpunten;

5° eiland : verhoogde plaats voor verdeelpunten;

6° bevoorradingsplaats : ze omvat minimum het deel van het rijoppervlak tot de omtrek afgebakend door een afstand t.o.v. het verdeelpunt die gelijk is aan de lengte van de vulslang waaraan de slangkraan is vastgemaakt, plus één meter; die afstand mag niet kleiner zijn dan drie meter;

7° bovengrondse tank : tank die geheel of gedeeltelijk boven de grond is geplaatst;

8° inkuiping : bovengronds en waterdicht kuipvormig werk dat volgens de regelen der kunst uit onbrandbaar materiaal gebouwd is;

9° ingegraven tank : geheel onder de grond geplaatste tank;

10° lekdetectiesysteem : vast systeem om de de gebrekkige dichtheid van de tank, inkuiping of bekuijing op te sporen;

11° technisch ambtenaar : de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest of zijn gemachtigde;

12° toezichthoudende ambtenaar : ambtenaar of personeelslid van het bestuur, aangewezen door de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest om overtredingen inzake milieubescherming overeenkomstig het besluit van 23 december 1992 op te sporen en vast te stellen;

13° bijzondere bepalingen : geheel van bepalingen die deze bepalingen aanvullen en bij het bijzonder besluit tot goedkeuring van de uitbating van het benzinestation worden opgelegd;

14° bestaande benzinestations : de vóór de inwerkingtreding van dit besluit behoorlijk goedgekeurde benzinestations of degene waarvoor een vergunningaanvraag is ingediend vóór de inwerkingtreding van dit besluit;

15° nieuwe benzinestations : de benzinestations die niet onder punt 14° opgenomen zijn;

16° referentiewaarden : de in bijlage I bedoelde concentraties van verontreinigende stoffen die op lange termijn gehaald moeten worden en beneden dewelke de gezondheid van de mens of het milieu geen gevaar loopt;

17° drempelwaarden : de in bijlage I bedoelde concentraties van verontreinigende stoffen beneden dewelke de gezondheid van de mens of het milieu weinig gevaar loopt;

18° interventiewaarden : de in bijlage I bedoelde concentraties van verontreinigende stoffen boven dewelke het gevaar voor de gezondheid van de mens of het milieu zodanig groot is dat een sanering nodig is.

HOOFDSTUK II. — *Bouw*

Bouw van de tanks

Art. 681bis/3. De tanks worden gebouwd met inachtneming van de onderstaande Belgische normen (of van de laatste herziening ervan) :

- NBN 1-03-001 voor metalen tanks met één enkele wand;

- NBN 1-03-004 voor metalen tanks met dubbele wand;

- NBN T 41-013 voor ingegraven tanks uit thermohardende kunststof

of met inachtneming van buitenlandse normen die een gelijkwaardig veiligheidsniveau waarborgen of van een door het bestuur goedgekeurde code van goede praktijk.

De voor de vervaardiging van de tanks gebruikte kunststofmaterialen zijn bestand tegen aan weersomstandigheden te wijten slijtage en tegen bacteriën.

Er worden maatregelen genomen om de kunststoftanks tegen zonneshijn te beschermen.

De ingegraven tanks bestaan uit thermohardende kunststoffen en worden niet door de vloeistoffen aangetast.

Voor elke tank beschikt de uitbater over :

- een door de fabrikant getekende verklaring waarbij hij bevestigt dat hij aan de norm voldoet;

- een door de fabrikant opgemaakt attest.

De uitbater mag alleen tanks gebruiken die de stempel van de fabrikant dragen.

Art. 684bis/4. Elke tank is voorzien van :

a) een plaat met het referentienummer van de tank, aangebracht op een zichtbare plaats bij het mangat;

b) een ontluchtingsleiding die gevaar voor overdruk of drukvermindering voorkomt;

c) een apparaat dat de koolwaterstoffentoevoer automatisch stopzet wanneer de nominale inhoud van de tank maximum 98 % bereikt.

Installatie van de tanks

Afdeling 1 — Algemene bepalingen

Art. 681bis/5. § 1. Er wordt voorzien in een dubbele dichtheid tussen de koolwaterstoffen en de grond :

- de bovengrondse tanks worden in een inkuiping geplaatst,
 - de ingegraven tanks kunnen :
uitgerust worden met een rechtstreeks in de grond ingegraven dubbele wand;
of geplaatst worden in een soepele of stijve waterdichte bekuijing.
- De bekuijngen kunnen al dan niet opgehoogd worden.

§ 2. Een regelmatig gecontroleerd en onderhouden lekdetectiesysteem verwittigt de persoon die toezicht houdt op het benzinestation d.m.v. een optisch-akoestisch alarm.

Art. 681bis/6. De soepele bekuijngen worden uitgevoerd d.m.v. een soepele membraan die waterdicht is in beide richtingen, voldoende mechanische weerstand biedt en waarvan de baanbreedten volgens de regelen der kunst geassembleerd zijn.

Art. 681bis/7. Het is verboden tanks onder een gebouw of onder de verticale projectie ervan te plaatsen. Dit geldt niet voor hun plaatsing onder luifel.

Art. 681bis/8. Vloeistoffen waarvan het vlampunt gelijk is aan of kleiner is dan 55 °C mogen niet worden opgeslagen in gebouwen, behalve als het uitdrukkelijk toegelaten is op grond van specifieke voorschriften die van toepassing zijn.

Art. 681bis/9. De wanden van de in de grond rechtstreeks ingegraven tanks of de buitenwanden van de bekuijngen bevinden zich op een minimale horizontale afstand van :

- 2 meter t.o.v. de kelders,
- 0,75 meter t.o.v. een gebouwmuur,
- 3 meter t.o.v. de eigendomsgrens en van de buitenkant van de rijstrook van een verkeersweg.

De afstand tussen twee ingegraven tanks bedraagt minimum 0,5 m.

Art. 681bis/10. De minimale afstand tussen bovengrondse tanks en de eigendomsgrens, een gebouw, de openbare weg en door het publiek bezochte zones, wordt in de bijzondere voorschriften bepaald.

Art. 681bis/11. De inkuiping of bekuijing mag niet lekken. Ze heeft een totale capaciteit die minstens gelijk is aan de grootste waarde die overeenstemt met :

- de helft van de totale capaciteit van de tanks die zij bevat;
- de capaciteit van de grootste tank, vermeerderd met 25 % van de totale capaciteit van de andere tanks die in de inkuiping of bekuijing staan.

Het volume van de tanks met dubbele wand die in een inkuiping of een bekuijing staan, wordt niet in aanmerking genomen voor de bepaling van de opvangcapaciteit van de bekuijing.

Art. 681bis/12. De afstand tussen de verticale projectie van de buitenwanden van een bovengrondse tank en de rand van de inkuiping waar de tank geplaatst is, is minstens gelijk aan de helft van de hoogte van de tank maar nooit kleiner dan één meter.

Art. 681bis/13. De uitbater houdt de inkuiping van de bovengrondse tanks in goede staat.

Art. 681bis/14. Er worden maatregelen genomen om te voorkomen dat de inkuiping door regenwater wordt gevuld en om dat regenwater regelmatig af te voeren.

Installatie van de tanks en verbindingen

Afdeling 1 — Algemene bepalingen

Art. 681bis/15. Het vervoer, de installatie en de verbinding van de tanks voldoen aan de volgende Belgische normen of aan de laatste herziening ervan :

- NBN 103-002 of NBN T 41-014 voor de vloeistoffen waarvan het vlampunt meer dan 55 °C bedraagt, respectievelijk voor metalen tanks en voor tanks uit gewapende thermohardende kunststof;
 - BN 103-003 of NBN T 41-015 voor de vloeistoffen waarvan het vlampunt kleiner is dan of gelijk is aan 55 °C, respectievelijk voor metalen tanks en voor tanks uit gewapende thermohardende kunststof,
- of aan buitenlandse normen of aan een code van goede praktijk, met een gelijkwaardig veiligheidsniveau erkend door het bestuur.

Art. 681bis/16. De uitrustingen van het benzinestation worden gebouwd en geïnstalleerd volgens Belgische of buitenlandse normen die een gelijkwaardig veiligheidsniveau waarborgen of met inachtneming van een code van goede praktijk die een door het bestuur erkend veiligheidsniveau waarborgt.

Art. 681bis/17. Er worden maatregelen genomen om te zorgen voor de vastheid en de waterdichtheid van de tanks in alle weersomstandigheden, bij hoogwater en voorzienbaar geologisch ongeval.

Art. 681bis/18. De tanks van koolwaterstoffen waarvan het vlampunt kleiner is dan of gelijk is aan 55 °C, worden ingegraven, met uitzondering van benzinetanks voor tweetaktmotoren met een capaciteit van minder dan 300 liter.

INGEGRAVEN TANKS

Art. 681bis/19. De tanks van koolwaterstoffen worden volgens de regelen der kunst ingegraven, met name met het oog op een totale waterdichtheid tussen de tanks en de bijhorende inrichtingen.

Art. 681bis/20. De bekuijing is enkel bestemd voor de opslag van tanks. Ze mag niet doorkruist worden door gasleidingen. De elektriciteitsleidingen zijn slechts toegelaten als ze onontbeerlijk zijn voor de uitbating.

Art. 681bis/21. De aanvullings- en opvullingsmaterialen die in aanraking komen met de tank zijn van dien aard en afmeting dat ze de wanden niet kunnen beschadigen of corroderen. Verboden zijn met name : kalkpuin, as, enz.

BOVENGRONDSE TANKS

Art. 681bis/22. Bovengrondse tanks moeten in alle omstandigheden stabiel zijn en aan de grond worden bevestigd, met uitzondering van de benzinetanks voor tweetaktmotoren bedoeld in artikel 681bis/18. De fundering van de tanks moet voorkomen dat ze kantelen of scheuren van wege spanningen of zettingsverschillen.

Art. 681bis/23. De nodige maatregelen worden genomen om te voorkomen dat een voertuig in aanraking komt met de bovengrondse tanks.

Art. 681bis/24. Bovengrondse tanks mogen slechts onder bovengrondse elektrische lijnen worden geplaatst als maatregelen worden genomen om te voorkomen dat ze in aanraking komen met een kabel.

Art. 681bis/25. Elke bovengrondse tank die toegankelijk is voor het publiek, moet afgeschermd worden met een omheining van minimum 2 meter hoog, met uitzondering van de benzinetanks voor tweetakmotoren bedoeld in artikel 681bis/18.

De nodige maatregelen worden genomen om de veiligheidsvoertuigen vlotte toegang te verlenen tot het geheel van de installaties.

Art. 681bis/26. Op de omheining worden de in het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming bedoelde pictogrammen aangebracht om te wijzen op de aanwezigheid van ontvlambare vloeistoffen, op het rook- en/of stookverbod en op het verbod er zonder dienstredenen binnen te dringen.

Art. 681bis/27. Elk lokaal voor de opslag van vloeistoffen waarvan het vlampunt meer dan 55 °C bedraagt, voldoet aan de technische bouwvoorschriften inzake de brandbeveiliging (art. 52 van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming).

Art. 681bis/28. De lokalen voor de opslag van vloeistoffen waarvan het vlampunt meer dan 55 °C bedraagt, zijn uitgerust met een doeltreffend ventilatiesysteem. Daartoe worden ze aan hun onder- en bovenkant van ventilatieopeningen voorzien. De openingen zijn afgeschermd met een sterk dubbel metalen traliewerk met kleine mazen waardoor geen voorwerpen in de tank kunnen terechtkomen.

Als ze aangebracht worden in wanden die niet op de openbare weg uitkomen, kunnen ze uitgevoerd worden met holle baksteen en moeten ze niet afgeschermd worden.

LEIDINGEN

Art. 681bis/29. Leidingen die niet toegankelijk zijn, worden aangelegd :

- ofwel in een greppel gevuld met inert draineermateriaal. Deze greppel is continu hellend en mondt uit op een waterdichte uitrusting voor de opvang van koolwaterstoffen. De grond en de zijwanden van de greppel zijn waterdicht;
- ofwel in een ondoordringbare afsluiting; wanneer de leiding onder druk staat, is deze afsluiting uitgerust met een lekdetectiesysteem dat de uitbater van het station d.m.v. een optisch-akoestisch alarm kan waarschuwen.

Alle ondergrondse metalen leidingen zijn behoorlijk beschermd tegen corrosie, en ten minste bedekt met een laag antiroestverf en speciale zelfklevende, isolerende en waterdichte folie of met een gelijkwaardig anticorrosiesysteem.

Andere technieken mogen toegepast worden voor zover ze een door het Bestuur erkend gelijkwaardig veiligheidsniveau waarborgen.

Art. 681bis/30. De nodige maatregelen worden genomen om deze leidingen te beschermen tegen vervormingen die door het verkeer worden veroorzaakt.

Art. 681bis/31. Alle tanks en controle-instrumenten worden doorgaans voorzien van een markering die hun juiste bestemming opgeeft.

Meer bepaald bij de vulopening wordt een identificatieplaat aangebracht met :

- het referentienummer van de tank die via de leiding wordt bevoorrad;
- de inhoud van de tank;
- het volume van de tank; de pictogrammen waarin het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming voorziet.

Bovendien worden maatregelen genomen zodat het publiek geen toegang krijgt tot de vulopeningen.

Art. 681bis/32. De vulopeningen bevinden zich in open lucht op een goed geventileerde plaats en op minimum drie meter van kelders en van de eigendomsgrens. De vulopeningen die in een beschutte ruimte of in een opvangbak worden aangebracht, bevinden zich in open lucht.

Art. 681bis/33. Onverminderd andere wettelijke bepalingen is elke tank aangesloten op een ontluchttingsleiding die ten minste drie meter boven de grond op de buiten geeft, op een plaats die zichtbaar is voor de persoon die de tank moet vullen en op ten minste drie meter van elke opening van het gebouw alsmede van de grenzen van het uitgebate terrein. De ontluchttingsleiding mag niet uitkomen op een gesloten binnenkoer.

De mond van de leiding mag niet aangebracht worden onder bouwelementen zoals bij voorbeeld een dakuitstek. De mond van de ontluchttingsleiding is voorzien van een vlamwerend traliewerk.

BRANDSTOFVERDELERS

Art. 681bis/34. De brandstofverdelers worden geplaatst op eilanden die zodanig ontworpen zijn dat het gevaar voor aanraking met normaal bestuurde voertuigen minimaal is.

De eilanden worden gebouwd op minimum drie meter van de eigendomsgrenzen.

Art. 681bis/35. Het type van de brandstofverdelers moet erkend worden door de openbare overheden.

Art. 681bis/36. De kraan is uitgerust met een systeem dat de brandstofvoeder automatisch stopzet wanneer de tank vol is.

BEVOORRADINGSPLAATSEN EN RUIMTEN VOOR HET VULLEN VAN VASTE TANKS

Art. 681bis/37. Voertuigen worden bevoorrad op een waterdichte bevoorradingsplaats die ontworpen is om lekkages en toevallig overvloeien op te vangen en aangesloten is op een koolwaterstoffenafscheider.

Art. 681bis/38. Bij de vulopeningen van de vaste tanks wordt een waterdichte ruimte van 4 meter bij 2 ingericht om uitgelekte en toevallig overgevloeide koolwaterstoffen op te vangen. Deze ruimte is aangesloten op een koolwaterstoffenafscheider.

Om de vaste tanks te vullen moet de tankwagen binnen de eigendomsgrenzen geparkeerd staan en moet de verbindingsleiding ervan boven de waterdichte ruimte geplaatst worden.

Als de openingen van de vulleiding onder de grond liggen, moeten ze in een waterdichte opvangbak geplaatst worden. De koolwaterstoffen die er zich hebben opgestapeld, moeten regelmatig afgevoerd worden.

Art. 681bis/39. Rioolinlaten en alle andere openingen die op een andere ruimte dan de koolwaterstoffenafscheider uitkomen, zijn verboden op waterdichte plekken, behalve om in uitbatingsbehoeften te voorzien en voor zover een vloeistof- en gasdicht systeem wordt geplaatst.

ELEKTRISCHE INSTALLATIE

Art. 681bis/40. Onverminderd de reglementaire bepalingen is een zoneringsplan van toepassing op de zones waar gevaar voor ontploffing bestaat en moeten de in de gevaarlijke zones gelegen installaties voldoen aan de technische voorschriften die in deze zones opgelegd worden bij het algemeen reglement op elektrische installaties.

Voor de installaties waarop het algemeen reglement op de elektrische installaties nog niet van toepassing is, worden de zones ingedeeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 105 van dat reglement.

Art. 681bis/41. Ten minste één algemene schakelaar die alle brandstofverdelers buiten spanning zet, moet geplaatst worden in een ruimte die vlot toegankelijk is voor de aangestelde.

Een andere schakelaar, van het type « elektrisch ontstekingsstoel », moet buiten geplaatst worden, goed gesignaleerd worden en vlot toegankelijk zijn voor derden.

Art. 681bis/42. De elektrische kabels in het uitbatingslokaal lopen door een drukveiligheidskamer om te voorkomen dat koolwaterstofgassen via de elektrische leidingen in het gebouw terechtkomen.

Andere technieken om gassen tegen te houden mogen toegepast worden als ze voldoende veiligheid waarborgen.
BESCHERMING TEGEN CORROSIE

Art. 681bis/43. Het omhulsel en de eventuele zichtbare delen van de binnentank, indien deze uit metaal zijn, moeten aan de buitenzijde tegen corrosie beschermd worden met een bekleding waarvan de diëlektrische weerstand minstens aan de norm NBN 103-001 voldoet.

Er moet gezorgd worden voor een kathodische bescherming van de metalen gedeelten van de tanks en de leidingen die in contact komen met de grond of de ondergrond wanneer ten minste één van de volgende voorwaarden vervuld is :

- de installatie bevindt zich in een preventiegebied voor de winning van tot drinkwater verwerkbaar water;
- de soortelijke weerstand van de grond of de ondergrond bedraagt minder dan 5 000 Ohm.cm en wordt gemeten op het laagste punt van de uitgraving en buiten droogteperiodes;
- het pH-gehalte van de grond of de ondergrond, gemeten op het laagste punt van de uitgraving, bedraagt minder dan 5;
- er worden zwerfstromen ontdekt op de plek van het benzinstation.

Als in een kathodische bescherming wordt voorzien, dan geldt ze voor alle tanks.

Om vrijgesteld te worden van de kathodische bescherming, moet de uitbater beschikken over een recent verslag van een deskundige erkend in het vak « grond- en ondergrondverontreiniging » en bevoegd inzake elektrochemische corrosie, waarbij bevestigd wordt dat de grond- en ondergrondeigenschappen geen kathodische bescherming vereisen.

HOOFDSTUK III. — *Werkwijze*

Art. 681bis/44. De aangestelde van het benzinstation weet precies welke maatregelen hij moet treffen in geval van ongeval.

Art. 681bis/45. Het is verboden voertuigen te bevoorraden zonder de motor af te zetten. Dit verbod staat duidelijk aangegeven op elke brandstofverdeler.

Art. 681bis/46. Het is verboden een pomp te gebruiken om vaste tanks te vullen tenzij de vergunning het uitdrukkelijk toelaat.

Art. 681bis/47. Het station is zo ingericht dat de voertuigen die bij de brandstofverdelers stoppen geen hinder vormen voor het openbaar verkeer of de voetgangers op het voetpad.

De voertuigen mogen niet tanken op de openbare weg, voetpaden inbegrepen.

Art. 681bis/48. Wanneer een lek in de tank wordt vastgesteld :

1. wordt hij onmiddellijk buiten gebruik gesteld en leeggemaakt;
- 2° treft de uitbater de nodige maatregelen om ontploffingsgevaar te voorkomen en eventuele grond-, ondergrond- en grondwaterverontreiniging te beperken;
- 3° als de tank wordt hersteld, mag hij pas opnieuw in gebruik genomen worden na een dichtheidstest uitgevoerd overeenkomstig de geldende wettelijke bepalingen, of, in voorkomend geval, volgens de regelen der kunst;
- 4° als de tank niet wordt hersteld, wordt hij leeggemaakt en weggehaald. Als hij niet weggehaald kan worden, wordt hij met de toestemming van de toezichhoudende ambtenaar gereinigd en gevuld met zand, onoplosbare schuim of een gelijkwaardig inert materiaal.

HOOFDSTUK IV. — *Brandpreventie*

Art. 681bis/49. In elk benzinstation wordt gewezen op het stook- en rookverbod, meer bepaald door een pictogram op elke brandstofverdeler aan te brengen.

Art. 681bis/50. De bevoorradingsplaats moet proper blijven en gezuiverd worden van elke met vloeistoffen doordrenkte lap of afvalstof, brandbare materialen of stoffen.

Art. 681bis/51. Brand wordt voorkomen en bestreden met inachtneming van de reglementaire bepalingen die van toepassing zijn.

Art. 681bis/52. Elke brandstofverdeler is voorzien van een systeem dat hem kan stilzetten in geval van brand.

Art. 681bis/53. Het brandbestrijdingsmateriaal moet goed onderhouden worden, tegen vorst beschermd worden, goed aangegeven worden, verstandig verdeeld worden en vlot toegankelijk zijn.

Art. 681bis/54. De uitbater zorgt ervoor dat de brandblusproducten vóór hun vervaldatum vernieuwd worden.

Art. 681bis/55. Het personeel moet weten hoe het brandalarmsysteem en de blusapparaten werken.

HOOFDSTUK V. — *Milieubescherming*

Afdeling 1. — Water

Art. 681bis/56. § 1. In geval van toevallige lozing mogen de verspreide vloeistoffen in geen enkel geval afgevoerd worden in het grondwater, een openbare riolering of in oppervlaktewater.

§ 2. De uitbater stelt de burgemeester en de toezichhoudende technisch ambtenaar onmiddellijk in kennis van de toevallige lozing in de grond of de ondergrond. De wijze waarop de plaats wordt gesaneerd, wordt in samenspraak met hen bepaald.

§ 3. Als de vervuilde grond niet onmiddellijk kan worden weggehaald, treft de uitbater de nodige maatregelen om de uitbreiding van de vervuiling te voorkomen.

Art. 681bis/57. Het water dat gebruikt wordt om tanks te reinigen of om proeven uit te voeren, mag niet in het grondwater afgevoerd worden. Het mag pas na de scheiding van de koolwaterstoffen in een openbare riolering of in oppervlaktewater afgevoerd worden.

Art. 681bis/58. § 1. Alle wateren die met koolwaterstoffen verontreinigd worden of zouden kunnen worden, zoals afstromend water afkomstig van de bevoorradingsplaatsen, de ruimten voor het vullen van tanks of goten voorzien van leidingen mogen niet in het grondwater worden geloosd. Vooraleer in een openbare riolering of in oppervlaktewater afgevoerd te worden, moeten ze behandeld worden in een waterzuiveringsinstallatie die op zijn minst beschikt over een koolwaterstoffenafscheider met automatische sluiting en een slibafscheider en met een coalescentiefilter.

Het systeem voor de opvang van water dat met koolwaterstoffen verontreinigd wordt of zou kunnen worden, is volkomen gescheiden van het systeem voor de opvang en de behandeling van huishoudelijk afvalwater dat niet door koolwaterstoffen verontreinigd wordt of zou kunnen worden.

Het regenwater dat niet met koolwaterstoffen verontreinigd wordt of zou kunnen worden, wordt afzonderlijk afgevoerd of samen met het gezuiverd huishoudelijk water dat niet met koolwaterstoffen verontreinigd wordt of zou kunnen worden.

Als het openbaar wateropvangnet een gescheiden systeem is, wordt het regenwater dat niet met koolwaterstoffen verontreinigd wordt of zou kunnen worden, naar het opvangsysteem voor regenwater afgevoerd.

§ 2. De zuiveringsinstallatie voor het water dat met koolwaterstoffen verontreinigd wordt of zou kunnen worden, is vlot toegankelijk voor inspectie, onderhoud, herstel en monsterneming.

§ 3. Een automatisch afvoersysteem is toegelaten. In dat geval moet de kuip voor de opvang van de koolwaterstoffen van de afscheider voldoen aan de voorschriften voor ondergrondse tanks.

§ 4. De zuiveringsinstallatie wordt gedimensioneerd volgens de norm DIN 1999 of elke andere norm of code van goede praktijk dat een gelijkwaardig niveau waarborgt.

De conformiteit van de zuiveringsinstallatie wordt in een attest van de constructeur bevestigd.

§ 5. Het prestatievermogen van de waterzuiveringsinstallatie is van dien aard dat het geloosde water minder dan 5 mg/l koolwaterstoffen en minder dan 100µg/l BTEX bevat.

§ 6. De bestaande benzinestations waarvan de installaties voldoen aan de bepalingen van dit besluit, met uitzondering van de bepalingen betreffende de afstand en/of de terugwinning van vluchtige organische stoffen, moeten de koolwaterstoffenafscheider niet uitrusten met een coalescentiefilter. In dat geval, en alleen als het water in een openbare riolering wordt geloosd, is het prestatievermogen van de zuiveringsinstallatie van dien aard dat het geloosde water minder dan 50 mg/l koolwaterstoffen en minder dan 100µg/l BTEX bevat.

§ 7. De afzettingen en vloeistoffen die zich ophopen in de koolwaterstoffenafscheider en in de eventueel bijhorende kuip worden regelmatig teruggewonnen en afgevoerd met inachtneming van de vigerende wetgeving.

Afdeling 2. — Lucht

Art. 681bis/59. Brandstofbevoorrading moet doorgaans plaatsvinden zonder dat de omgeving hinder van slechte geuren ondervindt.

Art. 681bis/60. De uitbater zorgt ervoor dat zijn installatie voldoet aan de geldende reglementaire voorschriften voor de beperking van de uitstoot van vluchtige organische stoffen bij het vullen van tanks en het opslaan van benzine.

De koolwaterstoffenverdelers waarvan het vlampunt minder dan 55 °C bedraagt, zijn uitgerust met een systeem voor de terugwinning van dampen die bij het vullen van de tanks van de voertuigen en van elke andere mobiele tank in de lucht worden geloosd. Dat systeem is ontworpen zodat bij het vullen van tanks niet meer dan 0,04g/liter benzine door verdamping verloren gaat.

Afdeling 3. — Geluidshinder

Art. 681bis/61. De uitbater treft de nodige maatregelen om zich te schikken naar de richtwaarden die in het Waalse Gewest van toepassing zijn gedurende de verschillende referentieperiodes.

De controle op de naleving van de richtwaarden wordt uitgeoefend overeenkomstig de technische instructies die door de Waalse Regering of de technisch ambtenaar zijn goedgekeurd.

Art. 681bis/62. De klanten worden aan de hand van een zichtbare aanplakking verzocht zo weinig mogelijk lawaai te maken in het benzinestation.

Afdeling 4. — Grond en ondergrond

Indicatief onderzoek :

Art. 681bis/63. De uitbater laat een indicatief onderzoek van de grond en de ondergrond uitvoeren bij het in overeenstemming brengen met de voorschriften bedoeld in artikel 681bis/74, § 3, bij de stopzetting van de activiteit of de definitieve buitengebruikstelling van een tank, bij de intrekking of de vernieuwing van de exploitatievergunning, bij zijn vervanging door een andere uitbater of op met redenen omkleed verzoek van de technisch ambtenaar wanneer hij vermoedt dat er gevaar voor verontreiniging bestaat.

De verandering van uitbater wordt uiterlijk tien dagen vóór de dag van de overname bij aangetekende brief met ontvangstbewijs door de overdrager en de overnemer gezamenlijk meegedeeld aan de bevoegde overheid. De gelijktijdige kennisgeving bevat het door de technisch ambtenaar goedgekeurde indicatief onderzoek naar de kwaliteit van de grond en de ondergrond.

Bij definitieve buitengebruikstelling van een tank of sluiting van een benzinestation stelt de uitbater de technisch ambtenaar daarvan in kennis bij aangetekende brief met ontvangstbewijs en laat hij de tank(s) en leidingen ledigen en weghalen.

Als de tanks niet kunnen worden weggehaald, worden ze gereinigd en gevuld met zand, onoplosbare schuim of een gelijkwaardig inert materiaal, mits toestemming van de technisch ambtenaar. Bovendien laat de uitbater een indicatief onderzoek van de kwaliteit van de grond en de ondergrond uitvoeren en deelt hij de technisch ambtenaar de resultaten daarvan mee binnen drie maanden na de buitengebruikstelling van de tanks of na de stopzetting van de activiteit.

Art. 681bis/64. Het indicatief onderzoek dient om na te gaan of de grond, de ondergrond of het grondwater van een site eventueel verontreinigd is en, in voorkomend geval, om een eerste beschrijving en raming van de omvang van de verontreiniging te geven. Het veronderstelt een beperkte monsterneming en wordt uitgevoerd door een deskundige erkend in het vak « Grond- en ondergrondverontreiniging ».

Na ontvangst van het volledige indicatief onderzoek beschikt de technisch ambtenaar over dertig dagen om het goed te keuren. Na afloop van deze termijn worden de conclusies van het onderzoek bij verstek goedgekeurd. De uitbater moet het in het eerste lid van artikel 681bis/63 bedoelde indicatief onderzoek niet laten uitvoeren als een indicatief onderzoek binnen twee jaar vóór de verplichting is uitgevoerd en als sindsdien geen nieuwe verontreiniging werd vermoed.

Karakteriserings- en risico-onderzoek :

Art. 681bis/65. De uitbater laat een karakteriseringsonderzoek uitvoeren als het indicatief onderzoek erop wijst dat de drempelwaarden voor de grond en de ondergrond en de referentiewaarden voor het grondwater door één of meer verontreinigende stoffen overschreden zijn en voor zover het indicatief onderzoek niet toelaat de omvang van de verontreiniging te bepalen en te besluiten tot de noodzaak van een dringende sanering.

Het karakteriseringsonderzoek dient om de verontreiniging van de grond, de ondergrond en het grondwater te beschrijven en te lokaliseren zodat kan worden nagegaan of de site gesaneerd moet worden. Volledigheidshalve beschrijft en wettigt het onderzoek de toegepaste methodologie en de monsterneming voor de uitvoering van het bedoelde onderzoek. Het karakteriseringsonderzoek wordt uitgevoerd door een deskundige erkend in het vak « Grond- en ondergrondverontreiniging ».

Als hij het nuttig acht, laat de technisch ambtenaar of de uitbater naast het karakteriseringsonderzoek een risico-onderzoek uitvoeren. Dit onderzoek beschrijft de eventuele mobiliteit van de gekenmerkte verontreinigende stoffen en hun vastgestelde of potentiële effecten op termijn op de omgeving van het benzinstation. Het risico-onderzoek wordt uitgevoerd door een deskundige erkend in het vak « Grond- en ondergrondverontreiniging ».

De technisch ambtenaar beschikt over dertig dagen na ontvangst van het volledige karakteriseringsonderzoek en, in voorkomend geval, van het risico-onderzoek, om het goed te keuren. Na afloop van die termijn worden de conclusies van het onderzoek bij verstek goedgekeurd.

Art. 681bis/66. Om na te gaan of de concentratie van de stoffen die de grond, de ondergrond en het grondwater verontreinigen, de in bijlage 1 vermelde waarden overschrijdt, worden alle monsternemingen en analyses uitgevoerd volgens de in bijlage 2 bedoelde methodes of met inachtneming van normen of codes van goede praktijk die de technisch ambtenaar eerst goedkeurt.

De monsternemingen worden uitgevoerd onder de verantwoordelijkheid van de deskundige erkend in het vak « Grond- en ondergrondverontreiniging ».

De monsters worden geanalyseerd door een laboratorium dat erkend is inzake het toezicht op de uitvoering van de bepalingen betreffende afvalstoffen en gevaarlijke afval in het Waalse Gewest.

Art. 681bis/67. De sanering van een site wordt vereist wanneer een overschrijding van de interventiewaarden van de stoffen die de grond, de ondergrond en het grondwater verontreinigen, wordt vastgesteld.

In dat geval wordt een plan voor de sanering van de site uitgewerkt door een deskundige erkend in het vak « Grond- en ondergrondverontreiniging », aan de hand waarvan het saneringsprocédé en de kwaliteit van de site die daaruit zal voortvloeien, bepaald kunnen worden.

Het saneringsplan bevat minimum de volgende gegevens :

- de resultaten van het karakteriseringsonderzoek;
- de technisch-financiële analyse van de verschillende relevante saneringsprocessen;
- de gemotiveerde keuze van het saneringsproces;
- de beschrijving van de werken en de termijnen voor de uitvoering ervan;
- de te nemen maatregelen om de veiligheid van de werken te waarborgen en om de weerslag ervan op het milieu te beperken;
- een voorstel van borgsom om te garanderen dat het saneringsplan van ambtswege zal worden uitgevoerd.

De technisch ambtenaar beschikt over zestig dagen na ontvangst van het saneringsplan om het goed te keuren. Na afloop van deze termijn worden de conclusies van het onderzoek betreffende de saneringsmethode en de kwaliteit van de site bij verstek goedgekeurd.

Als de saneringswerken betrekking hebben op activiteiten of inrichtingen die onderworpen zijn aan een vergunning krachtens Titel I van het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling of het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water, gelden het saneringsplan en de borgstelling als vergunning in de zin van het Reglement en van bovenvermelde decreten.

Art. 681bis/68. De sanering dient :

- enerzijds om de concentraties van de stoffen die de grond en de ondergrond verontreinigen, onder de drempelwaarden terug te brengen en de referentiewaarden te laten benaderen, en
- anderzijds om de concentraties die het grondwater verontreinigen, onder de referentiewaarden te doen zakken.

De sanering mag pas aangevat worden na goedkeuring van het saneringsplan door de technisch ambtenaar en na de borgstelling.

Ze wordt uitgevoerd onder leiding van een deskundige erkend in het vak « Grond- en ondergrondverontreiniging ».

Art. 681bis/69. Als blijkt dat de drempelwaarden voor de grond en de ondergrond en de referentiewaarden voor het grondwater onmogelijk gehaald kunnen worden via maatregelen conform de beste beschikbare technieken, beoogt de sanering een sitekwaliteit waardoor het gevaar voor de gezondheid van de mens of het milieu draaglijk blijft.

Als blijkt dat maatregelen conform de beste beschikbare technieken niet kunnen zorgen voor een sitekwaliteit waardoor het gevaar voor de gezondheid van de mens en voor het milieu draaglijk blijft, wordt de site gesaneerd op grond van beschermingsmaatregelen of andere voorzorgsmaatregelen om te voorkomen dat de verontreiniging een gevaar vormt voor de gezondheid van de mens en voor het milieu.

Art. 681bis/70. De uitbater is niet verplicht een karakteriserings- en saneringsonderzoek te laten uitvoeren als hij bewijst dat de verontreiniging niet aan hem of aan zijn activiteit te wijten is.

HOOFDSTUK VI. — Controle

Afdeling 1. — Controle van het benzinstation

Art. 681bis/71. De in dit besluit bedoelde tests, controles en proeven worden op verzoek en voor rekening van de uitbater uitgevoerd.

§ 1. Controle bij de plaatsing :

De uitbater stelt de technisch ambtenaar ten minste 8 dagen op voorhand in kennis van de datum waarop de tank geplaatst zal worden.

Na de plaatsing of de vervanging van de tank gaat een in het vak « opslaginstallaties » erkende deskundige vóór de ingebruikneming ervan na of de installaties waaruit het benzinestation bestaat, voldoen aan de bepalingen van dit decreet betreffende de tanks, leidingen en accessoires, de waterdichtheid, het veiligheidssysteem tegen overvloeiingen, het lekdetectiesysteem en, in voorkomend geval, de kathodische bescherming.

Deze controle bestaat ook in een dichtheidstest volgens de wettelijke voorschriften.

Een in het vak « opslaginstallaties » erkende deskundige stelt een verslag op waarin de door de constructeurs verstrekte documenten worden vermeld en de door hem en andere erkende deskundigen uitgevoerde controles, tests en proeven worden opgesomd. Hij bevestigt dat het benzinestation voldoet aan de bepalingen van dit decreet en geen zichtbaar gebrek vertoont dat de veiligheid van de bevolking, de omgeving en het milieu in gevaar zou kunnen brengen.

§ 2. Periodieke controles :

Periodieke controles worden uitgevoerd door een door de uitbater aangewezen deskundige die erkend is in het vak « opslaginstallaties ».

Een jaarlijkse controle, op grond van de gegevens van het vorige verslag en van de algemene staat van de installatie bestaat in :

- een visueel onderzoek van de zichtbare bestanddelen van de installatie (tanks, kleppen, leidingen, enz.);
- een controle van de goede werking van het lekdetectiesysteem, het veiligheidssysteem tegen overvloeiingen voor zover het niet van het mechanische type is, van de koolwaterstoffenafscheider en, in voorkomend geval, van de kathodische bescherming.

Om de tien jaar wordt een algemene controle uitgevoerd door een in het vak « Opslaginstallaties » erkende deskundige en door een in het vak « Grond- en ondergrondverontreiniging » erkende deskundige die bevoegd is inzake elektrochemische corrosie. Naast de jaarlijkse controles bestaat de algemene controle in :

- een dichtheidstest van de al dan niet ingegraven tanks met één enkele wand en van de leidingen met één enkele wand die aan de geldende wettelijke bepalingen voldoen;
- een controle van de goede werking van het veiligheidssysteem tegen overvloeiingen;
- een schatting van het nut van een eventuele kathodische bescherming.

De in het vak « opslaginstallaties » erkende deskundige die de controles heeft uitgevoerd, brengt een duidelijk zichtbare en leesbare zelfklever of plaatje aan bij de vulopening, waarop zijn naam, het jaar en het kwartaal van de laatste controle vermeld worden. Al naar gelang de verrichte waarnemingen heeft de zelfklever of het plaatje de volgende kleur :

- groen als de tank in orde is;
- oranje wanneer geen lek in de installatie is vastgesteld maar bepaalde herstelwerken moeten worden uitgevoerd (tank, veiligheidssysteem, bescherming, detectie, enz.);
- rood wanneer een lek in de installatie is vastgesteld.

Art. 681bis/72. Alleen de tanks die voorzien zijn van een zelfklever of een groen plaatje, zoals bedoeld in artikel 681bis/71 van dit besluit, mogen gevuld en uitgebaat worden. Degene die een zelfklever of een rood plaatje dragen, mogen in geen geval gevuld worden. De tanks die voorzien zijn van een oranje zelfklever of plaatje mogen nog gevuld worden tijdens een niet-hernieuwbare overgangsperiode van maximum zes maanden die begint te lopen de eerste maand na de maand vermeld op het oranje plaatje of zelfklever.

Afdeling 2. — Kwalificatie van de deskundigen

Art. 681bis/73. § 1. De erkenning als deskundige in het vak « opslaginstallatie » of in het vak « grond en ondergrondverontreiniging » wordt verleend onder de volgende voorwaarden :

1° voor natuurlijke personen :

- a) burger zijn van een Lidstaat van de Europese Gemeenschap;
- b) een bedrijfszetel in het Waalse Gewest hebben;
- c) de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- d) niet veroordeeld zijn bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing voor een overtreding van Titel I van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van grondwater en van tot drinkwater verwerkbaar water, het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen of van elke andere gelijkwaardige wetgeving van een Lidstaat van de Europese Gemeenschap;
- e) de nodige ervaring en opleiding in de betrokken vakken hebben;
- f) beschikken over het nodige materiaal om de opdrachten te vervullen waarvoor de erkenning vereist wordt;
- g) zich niet in een toestand bevinden waar de opdrachten niet meer vervuld kunnen worden op een objectieve en onafhankelijke manier;

h) zich ertoe verbinden de Directeur-generaal van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu onmiddellijk bij aangetekende brief met ontvangstbewijs in kennis te stellen van elke wijziging in de oorspronkelijke erkenningsaanvraag;

i) een verzekeringscontract aangaan om de burgerlijke aansprakelijkheid te dekken die voortvloeit uit de opdrachten waarvoor de erkenning wordt aangevraagd.

2° voor rechtspersonen :

a) samengesteld zijn overeenkomstig de Belgische wetgeving of die van een andere Lidstaat van de Europese Gemeenschap en zijn maatschappelijke of bedrijfszetel in het Waalse Gewest hebben;

b) niet veroordeeld zijn bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing voor een overtreding van Titel I van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van grondwater en van tot drinkwater verwerkbaar water, het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen of elke andere gelijkwaardige wetgeving van een Lidstaat van de Europese Gemeenschap;

c) onder de bestuurders, zaakvoerders of personen die bevoegd zijn om de vennootschap te binden, alleen personen tellen die de in 1°, c) en d) bedoelde voorwaarden vervullen;

- d) één of meer personen hebben die aan de in 1° bedoelde voorwaarden voldoen als vennoot of in dienst hebben;
- e) zich niet in een toestand bevinden waar de opdrachten niet meer vervuld kunnen worden op een objectieve en onafhankelijke manier;
- f) zich ertoe verbinden de Directeur-generaal van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu onmiddellijk bij aangetekende brief met ontvangstbewijs in kennis te stellen van elke wijziging in de oorspronkelijke erkenningsaanvraag;
- g) een verzekeringscontract aangaan om de burgerlijke aansprakelijkheid te dekken die voortvloeit uit de opdrachten waarvoor de erkenning wordt aangevraagd.

§ 2. De aanvraag om erkenning als deskundige wordt bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs gericht aan de Directeur-generaal van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Deze aanvraag bevat minimum de volgende aanwijzingen en documenten :

- het vak of de vakken waarvoor de erkenning wordt aangevraagd,
- de nodige attesten en/of bewijzen waarbij wordt bevestigd dat de in § 1 bedoelde erkenningsvoorwaarden zijn vervuld.

§ 3. De erkenning wordt verleend door de Directeur-generaal van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu. Hij geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing bij ter post aangetekende brief binnen 45 dagen na ontvangst van de volledige erkenningsaanvraag.

Als de beslissing niet binnen de voorgeschreven termijn wordt meegedeeld, wordt de erkenning geacht geweigerd te zijn.

§ 4. De erkenning als deskundige in één of meer vakken

wordt verleend voor een termijn van maximum vijf jaar.

§ 5. De erkenning kan elk ogenblik geschorst of ingetrokken worden bij met redenen omklede beslissing van de Directeur-generaal van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, wanneer de deskundige de erkenningsvoorwaarden niet meer vervult, diensten verstrekt waarvan de kwaliteit onvoldoende is of waarvoor hij niet erkend is.

De beslissing waarbij de erkenning wordt geschorst of ingetrokken, wordt bij ter post aangetekende brief medegedeeld aan de erkende deskundige.

§ 6. Binnen 10 dagen na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing of van de stilzwijgende weigering kan een beroep worden ingesteld tegen de al dan niet stilzwijgende beslissing tot weigering, schorsing of intrekking van de erkenning. Dat beroep wordt bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs aan de Minister van Leefmilieu gericht.

De beslissing van de Minister wordt binnen 60 dagen na ontvangst van het beroep bij ter post aangetekend schrijven meegedeeld aan de aanvrager.

Als de beslissing niet wordt meegedeeld binnen de voorgeschreven termijn, wordt de erkenning geacht geweigerd te zijn.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 681bis/74. § 1. Dit besluit is van toepassing op elk nieuw benzinestation.

§ 2. De bepalingen van de artikelen 681bis/63 en 681bis/64 zijn toepasselijk zodra dit besluit in werking treedt.

§ 3. De minimale afstanden bedoeld in artikel 681bis/9 zijn niet van toepassing op bestaande tanks.

§ 4. Onverminderd de bepalingen van § 2 moeten de bestaande benzinestations aan de bepalingen van dit besluit voldoen :

vóór 1 januari 2003 :

- alle benzinestations uitgerust met tanks met één enkele wand en gelegen in preventiegebieden voor waterwinning en, als deze gebieden niet afgebakend zijn, binnen een straal van 1 km rondom de waterwinningen, zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen;

vóór 1 januari 2005 :

- alle benzinestations gelegen in preventiegebieden voor waterwinning en, als deze gebieden niet afgebakend zijn, binnen een straal van 1 km rondom de waterwinningen, voor zover ze niet onder de bepalingen vallen op 1 januari 2002

en

- alle benzinestations waarvan de tanks met één enkele wand vóór 1975 zijn gebouwd.

Als de leeftijd van de tanks niet bewezen kan worden, wordt aangenomen dat ze vóór 1975 zijn gebouwd.

vóór 1 januari 2010 :

- alle andere benzinestations.

Art. 681bis/75. Het in dit besluit bedoelde saneringsplan geldt als rehabilitatieplan in de zin van het besluit van 24 juni 1993 tot uitvoering van artikel 7, § 3, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest en van de artikelen 42 en 43 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

Art. 681bis/76. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 maart 1999.

De Minister-Président van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

Bijlage 1

Technische specificaties voor de grond, de ondergrond en het grondwater

Artikel 1. De technische specificaties betreffende de sanering van de grond en de ondergrond voor het vaste grondgedeelte zijn van toepassing op een standaardgrond met een kleigehalte van 10 % (op minerale bestanddelen) en een gehalte aan organische stoffen van 0,5 % (op droge grond).

Tabel 1 : technische specificaties voor gronds in mg/kg droge stof

Stoffen	Referentiewaarden	Drempelwaarden				Interventiewaarden			
		Type bestemming I	Type bestemming II	Type bestemming III	Type bestemming IV	Type bestemming I	Type bestemming II	Type bestemming III	Type bestemming IV
Zware metalen									
Cadmium	0,8	8	3	2	1	16	6	4	2
Chroom	35	230	150	170	65	460	300	340	130
Koper	17	210	200	50	50	420	400	100	100
Arsenaat	19	100	55	60	22	200	110	120	45
Kobalt	10	100	50	50	20	200	100	100	40
Nikkel	9	150	150	120	40	300	300	220	80
Lood	30	1150	150	70	70	2300	300	140	140
Zink	62	680	500	210	150	1360	1000	420	300
Kwik	0,55	15	7	10	1,6	30	15	20	3,1
Organische stoffen (1)									
Benzeen	0,10	1,5	0,25	0,25	0,2	3	0,5	0,5	0,4
Tolueen	0,20	100	25	25	0,4	200	50	50	0,8
Ethylbenzeen	0,30	45	18	14	0,6	90	36	28	1,2
Xyleen	0,35	55	30	4	0,7	110	60	8	1,4
PAK's klasse I Naftaleen	0,30	90	2,5	1,2	0,6	180	5	2,4	1,2
PAK's klasse II Anthraceen	0,05	18	18	0,6	0,15	36	36	1,2	0,3
PAK's klasse III Fenantheen Fluorantheen	1	65	30	16	2	130	60	32	4
PAK's klasse IV Benzo(a)anthraceen	0,5	125	125	4,5	1,2	250	250	9	2,4
PAK's klasse V Benzo(k) Fluorantheen Benzo(ghi) Peryleen Indeno (1,2,3-cd)pyreen	0,3	18	18	3	2,4	36	36	6	4,8
PAK's klasse VI Chryseen Benzo(a)pyreen	0,1	1	1	1	1	2	2	2	2
Minerale oliën (2)	50	1000	800	800	500	2000	1500	1500	1000

Tabel 2 : waarden van de technische specificaties voor grondwater in µg/l

Stoffen	Referentiewaarden	Interventiewaarden
Benzeen	10	120
Tolueen	20	5500
Ethylbenzeen	50	3400
Xyleen	20	3300

Stoffen	Referentiewaarden	Interventiewaarden
Benzeen	10	120
PAK's klasse I Naftaleen	14	125
PAK's klasse II Anthraceen	0,2	8
PAK's klasse III Fenanthreen Fluorantheen	7	30
PAK's klasse IV Benzo(a)anthraceen	0,5	7
PAK's klasse V Benzo(k) fluorantheen Benzo(ghi) peryleen Indeno (1,2,3-cd)pyreen	0,05	500
PAK's klasse VI Chryseen Benzo(a)pyreen	0,005	50
Minerale oliën (2)	50	500

—
Nota's

(1) Om rekening te kunnen houden met de eigenschappen van de grond en de ondergrond bij de vergelijking van de gemeten concentraties aan organische verbindingen en gehalogeneerde koolwaterstoffen in de grond of de ondergrond, worden de waarden van de technische specificaties voor de grond of de ondergrond omgezet in het gehalte aan organische stoffen in het te analyseren monster aan de hand van de volgende formule :

$$N(y) = N(0,5) * y/0,5$$

waar :

N : waarde van de technische specificatie voor de sanering van de grond en de ondergrond in geval van een gehalte aan organische stoffen van respectievelijk y % en 0,5 %.

Als het gehalte aan organische stoffen minder dan 0,5 % bedraagt, moet rekening worden gehouden met een gehalte van vermoedelijk 0,5 %. Als het gehalte meer dan 20 % bedraagt, moet rekening worden gehouden met een gehalte aan organische stoffen van vermoedelijk 20 %.

Voormelde formule mag slechts worden toegepast op voorwaarde dat het gehalte aan organische stoffen tussen 0,5 en 20 % ligt.

(2) Indicatieve waarde voor de technische specificatie van de grond en de ondergrond : het gevaar voor ernstige schadelijke effecten op de mens en het milieu te wijten aan de verontreiniging van de grond of de ondergrond door minerale olie wordt geschat op grond van het risico dat door de organische verbindingen wordt veroorzaakt.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde technische specificaties van de grond en de ondergrond verschillen al naar gelang de bestemming van het bedoelde terrein. Er wordt een onderscheid gemaakt tussen de volgende types bestemming :

Type bestemming I :

- bedrijfsruimte;
- specifieke bedrijfsruimte;
- gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat.

Type bestemming II :

- woongebied;
- woongebied met een landelijk karakter;
- gebied voor openbare nuts- en gemeenschapsvoorzieningen.

Type bestemming III :

- recreatiegebied;
- agrarisch gebied.

Type bestemming IV :

- bosgebied;
- groengebied;
- natuurgebied;
- parkgebied;
- winningsvoorkomingsgebied.

Art. 3. De gebieden op de plannen van aanleg waarvoor bijkomende gegevens in overdruk beschikbaar zijn, worden krachtens deze bijlage geschat op grond van het oorspronkelijke gebied (gebruikte kleur op het plan van aanleg)

Art. 4. Wat betreft de terreinen die de in artikel 2 van deze bijlage bedoelde bestemmingen niet hebben, wordt een schatting gemaakt van de functies die ze vervullen. Op grond van die schatting worden de terreinen ingedeeld bij één van de in artikel 2 van deze bijlage bedoelde types bestemming.

Art. 5. De voorkomingsgebieden, zoals omschreven bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen en, in voorkomend geval, de gebieden voor de afbakening van de voorkomingsgebieden voor waterwinningen, de gebieden gelegen in een straal van 1 km rondom de waterwinningen worden ingedeeld bij het type bestemming IV.

Art. 6. § 1. De terreinen die krachtens de artikelen 2 en 3 van deze bijlage bij het type bestemming I of II worden ingedeeld maar in feite als landbouwgrond worden gebruikt, worden geschat alsof ze bij het type bestemming IV waren ingedeeld.

§ 2. De terreinen die krachtens de artikelen 2 en 3 van deze bijlage bij het type bestemming I worden ingedeeld maar in feite als woongebied worden gebruikt, worden geschat alsof ze bij het type bestemming II waren ingedeeld.

§ 3. De terreinen die krachtens de artikelen 2 en 3 van deze bijlage bij het type bestemming I worden ingedeeld maar in feite als recreatiegebied worden gebruikt, worden geschat alsof ze bij het type bestemming III waren ingedeeld.

Art. 7. Als bepaalde concentratiewaarden van de technische specificaties bedoeld in artikel 1 ontoepasselijk of ongeschikt zijn van wege de bijzondere aard van de grond of de ondergrond in een bepaald gebied van het Gewest, kan de technisch ambtenaar van die waarden afwijken voor zover de toepassing ervan geen gevaar voor de mens of het milieu inhoudt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999 tot wijziging van titel III van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming ten gevolge van de invoering van specifieke maatregelen voor de installatie en de uitbating van benzinstations.

Namen, 4 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage 2

Monstername- en analysemethodes

Parameter	Methodes om het vaste grondgedeelte te meten	Methodes om het grondwater te meten
organische stoffen AFNOR X31/109	ISO\DIS 14235	
bepaling van de kleihoeveelheid	NEN 5753 ISO\DIS 11277	
aromatische polycyclische koolwaterstoffen (HPA)	NEN 5771 (2de normproject) AAC 3/B	EPA 610 AAC 3/B
aromatische monocyclische koolwaterstoffen (HMA)	NVN 5732 EPA 8260A AAC 3/T	EPA524.2 AAC 3/T
minerale olie (methode IR) AAC 3/R	NEN 5733 (févr. 1991)	NEN 6675

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999 tot wijziging van titel III van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming ten gevolge van de invoering van specifieke maatregelen voor de installatie en de uitbating van benzinstations.

Namen, 4 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN